

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

Évolution de la stratégie de lutte contre le terrorisme au Mali

Depuis 2013

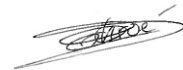
Auteur : Evelyne Schroé
Promoteur(s) : Pr. Michel Liégeois
Lecteur(s) : Michel Luntumbue
Année académique 2020-2021
Master en sciences politiques, orientation relations internationales, à
finalité spécialisée : diplomatie et résolution des conflits

Déclaration de déontologie

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

Evelyne Schroé



Avant-propos

Je voudrais remercier les personnes suivantes qui m'ont permis de réaliser ce travail :

Mon promoteur, professeur Michel Liégeois, pour ces conseils avisés lors de mon recherche et la rédaction de ce mémoire ;

Mon lecteur, Monsieur Michel Luntumbue, pour le temps dédié à la lecture de mon travail ;

Madame Christine Henrard pour sa relecture de ce mémoire et pour ces mots encourageants ;

Les participants aux entretiens, pour le temps qu'ils ont consacré à répondre à mes questions et pour leur enthousiasme à l'égard de cette recherche ;

Mon partenaire, Arnout Van de Bruaene, et mes parents, Paul Schroé et Chantal Viérin, pour leur soutien, leurs conseils et surtout leur confiance en mes compétences. Ils n'ont pas cessé de m'encourager tout au long de mon parcours académique.

Lexique des abréviations

AQMI	Al-Qaeda au Maghreb Islamique
EIGS	État islamique dans le Grand Sahara
EUTM	European Union Training Mission
FAMA	Forces armées maliennes
FLM	Front de libération du Macina (= Brigade du Macina)
G5 Sahel	Organisation de coopération régionale comprenant le Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Chad.
GCTS	Global Counter-Terrorism Strategy (Stratégie globale de lutte contre le terrorisme par les Nations unies)
JNIM	Jama'a Nusrat al-Islam wa al-Muslimin (= Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans)
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali
MISMA	Mission Internationale de soutien au Mali sous conduite africaine
MNLA	Mouvement National de Libération de l'Azawad
MUJAO	Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest
ONU	Organisation des Nations unies
ONG	Organisation non-gouvernementale
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique nord
ULRI	Unités légères de reconnaissance et d'intervention

Table des figures

<i>Figure 1: Matériel majeurs déployés dans le cadre de l'Opération Serval.</i>	38
<i>Figure 2: Moyens pré-positionnés à la date du 10 janvier 2013.</i>	38
<i>Figure 3: Moyens déployés entre le 10 janvier et fin février 2013.</i>	39
<i>Figure 4 : Aperçu schématique des stratégies de Serval, Barkhane et Takuba.</i>	59

Table des matières

Introduction.....	7
Objectifs de recherche	7
Méthodologie.....	8
1. Contexte.....	10
1.1 Théorie contre-terrorisme	10
1.1.1 Définitions des concepts.....	10
1.1.2 Approches théoriques	15
1.1.3 Critique sur les opérations militaires de contre-terrorisme	21
1.1.4 Comparaison avec des théories contre-insurrection	22
1.2 Situation sécuritaire au Mali.....	25
1.2.1 Développement historique	25
1.2.2 Groupes armés dans la région.....	28
2. La stratégie des opérations françaises au Mali	30
2.1 Stratégies du contre-terrorisme	30
2.1.1 Opération Serval.....	30
2.1.2 Opération Barkhane.....	40
2.1.3 Task Force Takuba.....	50
3. Discussion	59
Analyse des résultats.....	59
Terrain commun.....	59
Évolution des opérations contre-terrorisme	62
Causes de l'évolution	63
Recommandation.....	66
Limites de la recherche	66
Conclusion.....	68
Bibliographie.....	71

Introduction

En janvier 2012, des séparatistes touareg se sont accordés avec diverses organisations djihadistes et ont lancé une rébellion dans le nord du Mali. L'armée malienne a subi plusieurs défaites et le chaos s'est installé dans le pays. Un groupe de militaires a organisé un coup d'état et a pris la place du président Touré en déclarant que le gouvernement n'avait pas fourni aux forces de défense et de sécurité les équipements adéquats pour leur permettre de garantir l'intégrité territoriale du Mali.¹

En 2013, le président Hollande a répondu à l'appel à l'aide du président malien par l'Opération Serval, qui avait pour but de bloquer de l'avancement des djihadistes vers la capitale, Bamako et de rendre impossible la création d'un état islamiste radical. Cette opération s'est révélée être un succès et a ouvert la voie à une nouvelle campagne, l'Opération Barkhane, destinée à consolider la victoire et à aider simultanément les États sahéliens à reconstruire leur gouvernance et leur capacité militaire. Après huit ans de Barkhane, les résultats sur le terrain restent très limités. En conséquent, le président Macron a annoncé la clôture de l'Opération Barkhane en juin 2021. L'épicentre des forces françaises se déplaceront vers la Task Force Takuba, une opération de formation organisée par plusieurs pays européens. Le changement de l'engagement français a suscité chez les analystes une volonté de comprendre et d'étudier l'efficacité des opérations antiterroristes et la stratégie française au Sahel à partir de l'Opération Serval.

Objectifs de recherche

La question de recherche qui est au centre de cette réflexion et à laquelle cette étude répond est la suivante : « Comment la stratégie française de contre-terrorisme au Mali a-t-elle évolué de la première Opération Serval à l'Opération Barkhane et enfin à la Task Force Takuba ? »

L'angle d'attaque de cette recherche est l'évolution de la stratégie des opérations de contre-terrorisme. L'étude est limitée dans le temps : depuis le début de l'Opération Serval en 2013 jusqu'à l'actuelle opération Takuba - en prenant en compte les informations jusqu'à fin 2021.

¹ Stephen Tinkel, "US Counterterrorism in the Sahel: From Indirect to Direct Intervention," *International Affairs* 96, no. 4 (July 1, 2020): 875–93, <https://doi.org/10.1093/ia/iaa089>.

Dans l'espace, ce mémoire se concentre principalement sur le Mali en tant que sujet de recherche et non sur le Sahel dans son intégralité. Ceci s'explique par le fait que la zone d'opération de Serval était limitée au Mali. De plus, bien que l'Opération Barkhane se soit concentrée sur l'ensemble du Sahel et que la Task Force Takuba soit censée porter une attention particulière à la zone tri-frontalière entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso, le Mali reste le centre de gravité prédominant dans ces opérations.

Ce mémoire commence par une revue de la littérature pertinente et une mise en contexte dans le premier chapitre. Il comprend plusieurs parties afin d'assurer une compréhension générale du sujet et des théories correspondantes. Tout d'abord les différentes théories des stratégies de contre-terrorisme sont détaillées. Cette partie est suivie par une comparaison avec la théorie de contre-insurrection. Il s'agit de délimiter le cadre théorique qui sert de base au travail. Le premier chapitre se termine par un aperçu historique de la situation sécuritaire au Mali et par une description de principaux groupes armés présents dans la région. Le deuxième chapitre du travail est axé sur la recherche des stratégies des trois opérations proprement dites. L'examen analytique s'appuie sur le cadre théorique détaillé dans la première partie. En examinant les approches et les objectifs fixés par les différentes opérations, nous analysons la stratégie de contre-terrorisme des trois campagnes. Nous terminons par analyser les résultats et par tester l'hypothèse dans la discussion, suivi par la conclusion.

Méthodologie

Afin de répondre à la question de recherche suivante : « Comment la stratégie française de contre-terrorisme au Sahel a-t-elle évolué de la première Opération Serval à l'Opération Barkhane et enfin à la Task Force Takuba ? », ce travail s'inscrit dans une recherche qualitative.

Tout d'abord, une première formulation de l'hypothèse centrale est énoncée : « Si la stratégie française au Mali a évolué tout au long des opérations Serval et Barkhane jusqu'à la Task Force Takuba, elle a évolué d'une stratégie de contre-terrorisme étroite et principalement militaire vers une approche globale ».

Afin de collecter les données nécessaires pour pouvoir tester l'hypothèse et répondre à la question de recherche, ce travail recueille une variété de données qualitatives. Pour la première partie du travail, nous nous sommes surtout basés sur des sources de la littérature scientifique tels que des articles scientifiques, des magazines comme le *Journal of Strategic Studies* et la *Revue Défense Nationale*, ainsi que des livres dédiés au sujet de la stratégie et le contre-terrorisme, du Sahel ou de la construction de paix comme *The Future of Strategy, Counterinsurgency and Jihadist Groups in North Africa and the Sahel*. Ces sources secondaires collectent des informations concrètes et scientifiques.

Ensuite, spécifiquement pour le deuxième chapitre du travail, nous avons collecté des sources primaires. Premièrement nous avons inclut des rapports du gouvernement français ainsi que du ministère des Armées. De plus, des discours des présidents français, des ministres des Armées et des commandants du détachement déployé au Mali sont pris en compte. Deuxièmement ce travail a complété plusieurs interviews avec des personnes pertinentes comme des académiciens et des militaires avec une connaissance particulière du sujet. Le but de ces entretiens est compléter les sources principalement françaises et de donner un aperçu de ce qui se passe sur le terrain par rapport au discours officiel. Les interviews sont organisées d'une manière semi-standardisée, avec un nombre de questions générales qui sont posées à chaque personne et d'autres plus spécifiques en fonction des connaissances de la personne.

1. Contexte

Le premier chapitre de ce travail vise à déterminer le cadre théorique et le contexte de la situation sécuritaire au Mali. La première section consiste en un examen de la théorie sur le contre-terrorisme et présente une revue de la littérature sur les concepts, théories et approches pertinents. La deuxième section décrit le contexte nécessaire à la perspective historique et la situation sécuritaire contemporaine avec une description des groupes armés terroristes présents dans la région.

1.1 Théorie contre-terrorisme

Cette section fait référence à la littérature académique sur les concepts principaux et les sujets de ce travail, qui sont premièrement le terrorisme, le contre-terrorisme et le djihad. La revue de la littérature est organisée de manière à ce que le terrorisme soit tout d'abord étudié et défini puis le contre-terrorisme et le djihad. Deuxièmement l'étude documentaire passe en revue les théories sur le contre-terrorisme ainsi que les théories sur l'approche militaire et sur la stratégie militaire en général. Troisièmement la critique de l'approche militaire du terrorisme est brièvement située. Enfin, une étude comparative entre le contre-terrorisme et la contre-insurrection est réalisée.

1.1.1 Définitions des concepts

Terrorisme

On considère généralement que le terrorisme moderne est né pendant la Révolution française lorsque le terme terreur a été employé pour la première fois en référence à une politique utilisée systématiquement pour protéger le gouvernement de la jeune république contre les contre-révolutionnaires. Depuis lors, le terme est très difficile à définir. Martha Crenshaw décrit le terrorisme comme l'induction systématique de la peur dans une population afin de la contrôler.^{2,3} Selon la définition de Walter Enders et Todd Sandler, le terrorisme est l'utilisation préméditée ou la menace de la violence, soit par des individus, soit par des groupes subnationaux, afin d'atteindre des objectifs politiques ou sociaux en intimidant un

² Audrey Kurth Cronin, "Behind the Curve: Globalization and International Terrorism," *International Security* 27, no. 3 (2002): 34, <https://doi.org/10.1038/scientificamerican0295-99>.

³ Martha Crenshaw, "The Causes of Terrorism," *Comparative Politics* 13, no. 4 (1981): 379–99.

large public au-delà des victimes immédiates non combattantes.⁴ De même, Richard Jackson se concentre sur les victimes du terrorisme en le définissant comme la violence ou la menace conçue comme un acte de communication symbolique dans lequel les victimes directes de l'action sont instrumentalisées comme un moyen de créer un effet psychologique d'intimidation et de peur dans un public cible pour un objectif politique.⁵ Michael Walzer a également une description très comparable et présente le terrorisme comme le meurtre délibéré de personnes innocentes, au hasard, afin de répandre la peur dans toute une population et de forcer la main de ses dirigeants politiques.⁶ Les définitions ci-dessus comportent de petites nuances les unes par rapport aux autres mais sont assez similaires et ont de multiples éléments communs. Une autre définition intéressante du terrorisme est donnée par Harold Linstone car son explication résume les éléments que la plupart des définitions ont en commun. C'est donc cette définition qui est prise en considération dans ce travail. En effet, Harold Linstone décrit le terrorisme à travers quatre caractéristiques fondamentales : la violence, les non-combattants comme cibles, un désir de pouvoir et d'influence et enfin le besoin d'envoyer un message et donc d'attirer l'attention ou de provoquer une réponse extrême.⁷

Depuis la fin des années 90, le terrorisme a petit à petit évolué vers un cadre essentiellement religieux. En effet, les extrémistes religieux dominent de plus en plus la scène. Effectivement les groupes terroristes qui ont émergé à ce moment-là ont été principalement guidés par des motifs religieux.⁸ Dans le modèle de David Rapoport pour la théorie du terrorisme, la quatrième et dernière vague est qualifiée de terrorisme à motivation religieuse et l'Islam est au cœur de cette vague.⁹ Bien que de nombreuses définitions soient disponibles, c'est celle de Mark Juergensmeyer qui est retenue dans ce travail pour sa simplicité et son caractère

⁴ Walter Enders and Todd Sandler, *The Political Economy of Terrorism* (Cambridge: Cambridge University Press, 2005), 3, <https://doi.org/10.1017/CBO9780511754432>.

⁵ Richard Jackson, "In Defence of 'Terrorism': Finding a Way through a Forest of Misconceptions," *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression* 3, no. 2 (2011): 123, <https://doi.org/10.1080/19434472.2010.512148>.

⁶ Michael Walzer, *Arguing About War* (New Haven and London: Yale University Press, 2004), 130.

⁷ Harold A. Linstone, "The 21st Century: Everyman as Faust - Technology, Terrorism, and the Multiple Perspective Approach," *Technological Forecasting and Social Change* 70, no. 3 (2003): 283–96, [https://doi.org/https://doi.org/10.1016/S0040-1625\(02\)00395-5](https://doi.org/https://doi.org/10.1016/S0040-1625(02)00395-5).

⁸ Khusrav Gaibulloev and Todd Sandler, "An Empirical Analysis of Alternative Ways That Terrorist Groups End," *Public Choice* 160, no. 1 (2014): 25–44, <https://doi.org/10.1007/s11127-013-0136-0>.

⁹ David C. Rapoport, "The Four Waves of Modern Terrorism," in *Attacking Terrorism: Elements of a Grand Strategy* (Washington: Georgetown University Press, 2004), 46–73.

inclusif. Dans son ouvrage *Terror in the Mind of God*, Juergensmeyer définit le terrorisme religieux comme des actes de terrorisme pour lesquels la religion a fourni la motivation, la justification, l'organisation et la vision du monde.¹⁰

Contre-terrorisme

Bien que le terme contre-terrorisme parle de lui-même, il existe autant de descriptions et de définitions différentes à son sujet que pour le terrorisme.

Selon Mariya Omelicheva, le contre-terrorisme est une combinaison de politiques publiques et étrangères visant à protéger la population en limitant les actions des groupes terroristes et des individus associés aux organisations terroristes.

Il consiste en plusieurs actions telles que le gel des avoirs financiers des organisations et en des décisions telles que l'adhésion ou non à un traité spécifique. Il comprend également la définition de lignes directrices et leurs applications par un État ainsi que les déclarations officielles faites par les décideurs politiques.¹¹ Arie Kruglanski et al. définissent le contre-terrorisme de manière beaucoup plus concise et simple : à court terme, le contre-terrorisme consiste à contrecarrer des attaques terroristes spécifiques ; à long terme, le contre-terrorisme vise à minimiser le nombre des attaques terroristes.¹² Todd Sandler, quant à lui, définit le contre-terrorisme comme des actions visant à atténuer la menace et les conséquences du terrorisme, généralement menées par des gouvernements, des alliances militaires, des organisations internationales, des entreprises privées ou des particuliers.¹³ Todd Sandler continue de détailler comment les actions de contre-terrorisme, qui ont pour but d'empêcher le terrorisme de se produire et de diminuer les effets dommageables en cas

¹⁰ Mark Juergensmeyer, *Terror in the Mind of God: The Global Rise of Religious Violence*, 3rd ed. (Berkeley: University of California Press, 2003), 7.

¹¹ Mariya Y Omelicheva, "Counterterrorism : The State of Scholarship , Directions for Future Data Collection and Analysis," *Perspectives on Terrorism* 1, no. 2 (2007): 3–8.

¹² Arie Kruglanski et al., "What Should This Fight Be Called?: Metaphors of Counterterrorism and Their Implications," *Psychological Science in the Public Interest, Supplement* 8, no. 3 (2007): 97–133, <https://doi.org/10.1111/j.1539-6053.2008.00035.x>.

¹³ Todd Sandler, "Terrorism and Counterterrorism: An Overview," *Oxford Economic Papers* 67, no. 1 (2015): 12–13, <https://doi.org/10.1093/oep/gpu039>.

d'attaque réussie. Ces actions sont typiquement divisées en deux catégories principales, à savoir les mesures d'une part défensives et d'autre part proactives.¹⁴

Les activités antiterroristes défensives peuvent être considérées comme des mesures de protection prises pour assurer la sécurité d'une zone. En tant que telles, elles peuvent aller de la mise en place de détecteurs de métaux dans tous les aéroports afin de protéger la sécurité d'un pays entier à la construction d'un abri sous la maison, rempli de fournitures essentielles, où une famille peut se cacher en cas d'attaque biologique.

Les actions proactives de contre-terrorisme sont celles où l'ennemi passe à l'offensive contre les terroristes. Todd Sandler décrit les mesures proactives comme étant celles où le gouvernement ciblé affronte directement les groupes terroristes ou leurs partisans, en détruisant les ressources des terroristes, en bloquant leurs finances, en neutralisant leurs refuges jusqu'à tuer et capturer les terroristes eux-mêmes.¹⁵

Une autre approche pour structurer le contre-terrorisme consiste en trois modèles différents basés sur les acteurs qui sont au cœur de la lutte : le *modèle de réconciliation*, le *modèle de justice pénale* et le *modèle de guerre*.¹⁶ La typologie du modèle de réconciliation conçoit le terrorisme comme une question politique dans la mesure où certains groupes sociaux sont incapables de prendre part au processus politique ; par conséquent, le terrorisme est combattu par la politique, la diplomatie et le traitement des causes fondamentales du terrorisme.¹⁷ Dans le modèle de justice pénale, la tâche de contenir l'escalade du terrorisme est le premier devoir de la police. Les examens juridiques et policiers suivis de procès officiels sont utilisés comme des outils pour dissuader les terroristes et les obliger à divulguer des informations vitales qui pourraient conduire à l'arrestation d'autres terroristes ainsi que de

¹⁴ Sandler, 13.

¹⁵ Sandler, 13.

¹⁶ Andrew Silke, "The Study of Terrorism and Counterterrorism," in *The Routledge Handbook of Terrorism and Counterterrorism*, ed. Andrew Silke (Oxon: Routledge, 2018), 1–10.

¹⁷ Sondre Lindahl, "The Theory and Practice of Emancipatory Counterterrorism" (University of Otago, 2017), <https://ourarchive.otago.ac.nz/bitstream/handle/10523/7353/LindahlSondre2017PhD.pdf?sequence=1&isAllo wed=y>.

leurs fournisseurs financiers. Contrairement dans le modèle de guerre, les militaires sont chargés de maîtriser les terroristes.¹⁸

Djihad

Djihad est généralement traduit par « lutte » ou « résistance ». Dans la foi de l'islam, on distingue deux types de djihad. La première forme est la lutte intérieure pour faire ce qui est juste et lutter contre la tentation, qui est pour beaucoup de membres de la communauté musulmane une pratique quotidienne. La seconde forme de djihad fait référence à la lutte contre l'oppression et l'injustice. Cela inclut également la défense des croyances de l'Islam et la diffusion du message de leur foi. En outre, il s'agit également de s'efforcer de créer une société juste par le biais de l'enseignement et de la prédication, ainsi que par la prise d'armes et la participation à une guerre sainte.¹⁹

Les origines du djihadisme contemporain remontent aux années 1980 lorsque l'Union soviétique occupait l'Afghanistan. Afin de soutenir les moudjahidines, qui étaient les combattants du djihad, des musulmans de tous les coins du monde se sont rendus en Afghanistan. Le djihadisme a commencé à se développer pour devenir une idéologie transnationale contre l'oppression mais aussi avec de fortes opinions anti-occidentales. Bien que le djihadisme ne soit pas un mouvement organisé unique, les djihadistes partagent des objectifs généraux. Ces objectifs sont principalement la sauvegarde de ce qu'ils perçoivent comme le véritable Islam par le retour à une compréhension littérale des écrits originaux et la supériorité sur les autres croyances afin de les inverser.²⁰

Au fil du temps, la signification du djihad a été mal interprétée par les terroristes, qui ont par exemple utilisé des kamikazes comme application du djihad. Les groupes radicaux considèrent le djihad comme l'obligation non seulement de convertir les incroyants mais aussi de les combattre physiquement afin d'en sortir vainqueur. Dans cette ligne de pensée, la

¹⁸ J. T. Omenma and C. M. Hendricks, "Counterterrorism in Africa: An Analysis of the Civilian Joint Task Force and Military Partnership in Nigeria," *Security Journal* 31, no. 3 (2018): 764–94, <https://doi.org/10.1057/s41284-018-0131-8>.

¹⁹ John L. Esposito, *Unholy War: Terror in the Name of Islam* (Oxford: Oxford University Press, 2002).

²⁰ Seran de Leede, "Women in Jihad: A Historical Perspective," *Terrorism and Counter-Terrorism Studies*, no. December (2018), <https://doi.org/10.19165/2018.2.06>.

signification de la guerre au sein de l'Islam est apparue ainsi que la croyance que la seule façon d'avoir un Islam supérieur est de diminuer le pouvoir des États-Unis, d'Israël et de leurs alliés.²¹

1.1.2 Approches théoriques

Stratégie contre-terroriste

Compte tenu de la menace que le terrorisme fait peser sur la paix, la sécurité et le développement, certaines organisations internationales et régionales ainsi que certains États se sont lancés dans l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies antiterroristes solides. Ces stratégies vont de cadres adaptés à un niveau géopolitique et stratégique à des approches pas à pas sur le terrain sur une méthode tactique et locale de la lutte contre le terrorisme. Une évolution intéressante des stratégies de lutte contre le terrorisme au cours de la dernière décennie réside dans l'importance accrue de ne pas se concentrer uniquement sur l'aspect militaire de la lutte contre le terrorisme et d'accorder une attention adéquate au renforcement de l'État, à l'État de droit et à la bonne gouvernance.²²

Il existe une variété d'approches et de modèles en matière de contre-terrorisme, que nous pouvons diviser en deux catégories principales : les stratégies d'approche douce et les stratégies d'approche dure. Les stratégies d'approche douce minimisent l'utilisation de la force et optent plutôt pour la diplomatie, la négociation, l'analyse du renseignement et les réformes sociales afin de diminuer les causes fondamentales du terrorisme. Les stratégies d'approche dure, quant à elles, reposent sur des actions militaires ainsi que sur des moyens juridico-répressifs et des sanctions économiques. Il existe également des approches hybrides, qui combinent des éléments de l'approche douce avec ceux de l'approche dure.²³

Véronique Dudouet suit cette division et construit une typologie qui est de nature binaire. L'interaction avec l'approche dure comprend des mesures militaires pour vaincre un groupe terroriste ainsi que l'utilisation (ou la menace) de sanctions économiques et de poursuites

²¹ Busman Edyar, "Religious Radicalism, Jihad, And Terrorism," *Academic Journal of Islamic Studies* 2, no. 1 (2017), <https://doi.org/10.29240/ajis.v2i1.165>.

²² Michael I. Ugwueze and Freedom C. Onuoha, "Hard Versus Soft Measures to Security: Explaining the Failure of Counter-Terrorism Strategy in Nigeria," *Journal of Applied Security Research* 15, no. 4 (2020): 547–67, <https://doi.org/10.1080/19361610.2020.1811936>.

²³ Adewunmi J. Falode, "Hybrid Doctrine : The Grand Strategy for Counterinsurgency and Counterterrorism Operations in Nigeria," *Defence against Terrorism Reveiw* 11 (2019): 7–31.

pénales. L'interaction *soft-power*, quant à elle, combat le terrorisme avec des outils tels que l'engagement humanitaire, le dialogue et la négociation, la méditation et la facilitation ainsi que le renforcement des capacités.²⁴

Bon nombre des stratégies contemporaines de lutte contre le terrorisme ne sont pas distinctes, qu'elles soient dures ou douces, mais plutôt de type hybride. Par exemple, une campagne militaire visant à éradiquer les bastions des terroristes fait alors partie d'une approche globale qui se concentre également, entre autres, sur la bonne gouvernance et la création de meilleures conditions socio-économiques.

Une base de référence pour la stratégie antiterroriste hybride est avancée par les Nations unies sous le nom de *Global Counter-Terrorism Strategy* (GCTS). Construite pour la première fois en 2006, les Nations unies révisent tous les deux ans le cadre global de lutte contre le terrorisme. Ce cadre vise à résoudre l'insécurité induite par le terrorisme au moyen d'un plan global qui englobe de multiples domaines et qui est mis en œuvre au niveau stratégique d'un pays, d'une région plus large ou même au niveau mondial.

Le GCTS des Nations unies repose sur quatre piliers fondamentaux:

1. S'attaquer aux conditions propices à la propagation du terrorisme;
2. Mesures visant à prévenir et à combattre le terrorisme;
3. Mesures visant à renforcer la capacité des États à prévenir et à combattre le terrorisme et à renforcer le rôle du système des Nations unies à cet égard;
4. Mesures visant à assurer le respect des droits de l'homme pour tous et de l'État de droit comme base fondamentale de la lutte contre le terrorisme.²⁵

Le premier pilier de la stratégie de l'ONU exige que le gouvernement de l'État adopte un plan visant à réduire les conditions qui favorisent la propagation du terrorisme. Ces conditions peuvent être causées par des conflits longs et non résolus, la déshumanisation des victimes du terrorisme, la faiblesse de l'État de droit et les violations des droits de l'homme, la

²⁴ Lindahl, "The Theory and Practice of Emancipatory Counterterrorism"; Véronique Dudouet, "Mediating Peace with Proscribed Armed Groups," *United States Institute of Peace Special Report* Special Re (2010): 3.

²⁵ United Nations, "UN Global Counter-Terrorism Strategy," 2021, <https://www.un.org/counterterrorism/un-global-counter-terrorism-strategy>.

discrimination ethnique et religieuse, la marginalisation socio-économique, l'exclusion politique et l'absence de bonne gouvernance. Le deuxième pilier de ce cadre vise à prévenir et à combattre le terrorisme. Pour ce faire, les Nations unies encouragent le renforcement des capacités, notamment en améliorant l'application de la loi et la protection des frontières, en démantelant le financement du terrorisme, en protégeant les cibles vulnérables et en sauvegardant les infrastructures critiques. Le troisième pilier comprend des mesures destinées à renforcer la capacité des États à prévenir et à combattre le terrorisme ainsi qu'à consolider le rôle des Nations unies pour les y aider. Il vise à faciliter la mise en œuvre intégrée des instruments juridiques et internationaux de lutte contre le terrorisme en fournissant une assistance juridique et en renforçant l'appareil judiciaire. Le dernier pilier du GCTS garantit la protection des droits de l'homme et de l'État de droit comme base fondamentale de la lutte contre le terrorisme. Il comprend la formation du personnel chargé de l'application de la loi sur la manière de garantir le respect des droits de l'homme par la création de guides de référence spécifiques sur les droits de l'homme fondamentaux.²⁶

Paul Stares et Monica Yacoubian ont établi une stratégie antiterroriste qui envisage le long terme en traitant le militantisme comme une maladie ou un virus en mutation, avec un traitement composé de différentes étapes. La première étape consiste à contenir la maladie. La deuxième étape vise à protéger ceux qui sont menacés par la maladie et la troisième étape consiste à s'assurer que la maladie ne peut plus se propager. Dans cette optique, ils affirment que le militantisme islamiste pourrait être contenu, que les personnes les plus vulnérables pourraient être protégées et que les causes profondes du radicalisme pourraient être résolues par une campagne mondiale de lutte contre le terrorisme suivant les mesures antiépidémiques standards. Paul Stares et Monica Yacoubian conseillent des mesures d'endiguement pour contrôler le mouvement des individus suspects dans les régions menacées et pour désamorcer les personnes les plus haineuses. Parallèlement, il convient de diffuser un antidote idéologique qui contrecarre les aspects les plus contagieux du militantisme islamiste. En outre, il convient de trouver une solution aux désaccords politiques qui incitent les jeunes marginalisés des pays européens et musulmans à rejoindre les groupes

²⁶ Ugwueze and Onuoha, "Hard Versus Soft Measures to Security: Explaining the Failure of Counter-Terrorism Strategy in Nigeria"; United Nations, "UN Global Counter-Terrorism Strategy."

terroristes. Enfin, les populations musulmanes vulnérables doivent être protégées par la promotion d'une idéologie positive et modérée qui s'oppose au dogme islamiste radical.²⁷

De toute évidence, les modèles et les approches de la stratégie antiterroriste ne manquent pas dans la littérature. Cependant nous pouvons conclure que le modèle de justice pénale et le modèle de guerre sont les approches les plus répandues sur la façon de combattre le terrorisme. Comme ce travail se concentre sur les campagnes militaires de la France au Mali depuis 2013, le modèle de guerre est retenu comme le plus pertinent pour cette recherche.

Zoom stratégie militaire: combattre les terroristes

Lorsque le terrorisme est combattu par une campagne militaire, le modèle de guerre est une représentation générale d'une telle stratégie. Comme mentionné précédemment, les moyens militaires sont au cœur du modèle de guerre. Il traite le terrorisme comme un acte de guerre et implique que le groupe terroriste est l'équivalent d'un État, ce qui lui confère le statut de partenaire égal et les droits des combattants. Une stratégie antiterroriste réussie est évaluée en termes de victoire ou de défaite et ne prend fin que lorsque l'État ou l'ennemi terroriste est entièrement éradiqué. Cela implique que les campagnes de contre-terrorisme peuvent être assez longues voire être qualifiées de guerres sans fins. Le modèle de guerre est particulièrement adapté aux menaces posées par des groupes terroristes décentralisés et idéologiquement motivés qui ne seraient pas dissuadés par le modèle de la justice pénale. Toutefois le recours à la violence comporte également un risque non négligeable de conséquences involontaires. Cela pourrait saper la légitimité des gouvernements qui ont choisi d'utiliser la violence pour contrer la menace terroriste ou pourrait être une pente glissante vers une gouvernance anti-démocratique. Néanmoins le modèle de guerre peut être une stratégie utile s'il respecte les caractéristiques d'une guerre juste notamment la proportionnalité, la discrimination et l'utilisation en dernier recours.²⁸

La campagne américaine en Irak revient souvent dans les discussions sur le modèle de guerre. Cependant, c'est d'abord pendant la guerre du Vietnam que les États-Unis ont élaboré une

²⁷ Paul Stares and Monica Yacoubian, "Terrorism as Virus," *Washington Post*, 2005; Lindahl, "The Theory and Practice of Emancipatory Counterterrorism."

²⁸ Ronald Crelinsten, "Perspectives on Counterterrorism," *Perspectives on Terrorism* 8, no. 1 (November 11, 2014): 2–15.

stratégie antiterroriste similaire, comme une évolution de la contre-insurrection. Pendant la guerre contre le Viet Cong, le contre-terrorisme faisait référence aux tactiques de recherche et de destruction des forces américaines. Dans les dernières phases de la guerre, le terme pacification a été ajouté à la stratégie antiterroriste dans le but de gagner les cœurs et les esprits des populations sud-vietnamiennes en leur fournissant sécurité et ressources. Selon Joshua Kaiser et John Hagan (2018), ces types de tactiques antiterroristes reposent sur une version militarisée de la théorie de la neutralisation, qui aborde les terroristes comme des menaces qui doivent être contrôlées, éliminées ou autrement neutralisées. Afin de neutraliser la menace terroriste, les forces militaires vont de communauté en communauté pour capturer ou tuer tous les suspects possibles et attendent de la population civile qu'elle leur soit reconnaissante de l'avoir protégée. Comme on l'a vu d'abord au Vietnam puis en Irak et dans d'autres campagnes de lutte contre le terrorisme, une approche similaire, axée sur l'individu et la neutralisation, permet rarement de résoudre la situation.²⁹

Analyse de la stratégie militaire

Afin de définir le modèle que ce travail utilise pour analyser les stratégies des opérations militaires françaises, il faut d'abord définir le concept.

Richard Betts considère la stratégie comme un plan visant à atteindre des objectifs politiques par le biais de l'armée.³⁰ Selon Colin Gray, la stratégie est un pont qui relie les moyens militaires aux souhaits politiques, qui lie la politique et la tactique, établissant une relation entre l'action et le but.³¹ Martin Kornberger et Eero Vaara développent plus avant ce concept de « pont » et traitent le concept de stratégie en tant qu'engagement en prêtant attention à la tactique comme point de départ initial du pont et à l'importance de la grande stratégie dans le processus d'élaboration des politiques. Ils soulignent l'importance de la dimension tactique et notent qu'elle a souvent été plutôt absente de la théorisation de la stratégie militaire même si c'est dans la dimension tactique que les défis actuels de la guerre hybride doivent être

²⁹ Joshua Kaiser and John Hagan, "Crimes of Terror, Counterterrorism, and the Unanticipated Consequences of a Militarized Incapacitation Strategy in Iraq," *Social Forces* 97, no. 1 (September 1, 2018): 309–46, <https://doi.org/10.1093/sf/soy059>.

³⁰ Richard K Betts, "Is Strategy an Illusion?," *International Security* 25, no. 2 (October 1, 2000): 6, <https://doi.org/10.1162/016228800560444>.

³¹ Colin S. Gray, *The Future of Strategy* (Cambridge: Polity Press, 2015), 24–25.

relevés.³² Dans un effort de synthèse, Jeffrey Meiser et al. définissent la stratégie militaire comme une théorie de l'utilisation réussie des capacités militaires pour atteindre des objectifs politiques; il s'agit d'une théorie sur la façon de créer une puissance militaire et d'utiliser cette puissance pour atteindre des objectifs politiques.³³

La description que fait Carl von Clausewitz de la « trinité paradoxale » de la stratégie, à savoir la combinaison des fins, des méthodes et des moyens, est toujours au cœur de la stratégie militaire aujourd'hui. Dans un exemple, Clausewitz interprète cette trinité paradoxale comme étant le gouvernement, l'armée et le peuple.³⁴ Tout d'abord, le gouvernement doit définir le paysage politique souhaité à l'issue d'un conflit. La tâche principale dans tout conflit est, avant toute autre chose, de définir l'état final souhaité. Ensuite les militaires ont la responsabilité d'élaborer une stratégie afin de remporter un conflit, et enfin, la population offre la détermination et les outils nécessaires pour remporter la victoire. Comme l'explique Clausewitz, l'équilibre et l'harmonie entre les fins, les méthodes et les moyens sont importants pour atteindre le succès. En outre, il est également important de garantir que la stratégie militaire sert toujours les fins politiques et que les fins ne peuvent jamais être adaptées par rapport aux moyens disponibles. Enfin, conformément aux méthodes prévus pour atteindre l'état final souhaité, les moyens sont collectés.³⁵

Bien que contestée par certains, l'interprétation de la stratégie par Clausewitz a profondément façonné la manière de penser le pouvoir militaire et politique dans le monde occidental. Ce sont les éléments intemporels de la guerre qui sont exposés dans son œuvre qui en font un cadre analytique adapté à l'étude d'un large éventail de conflits et pas seulement des guerres conventionnelles entre États. Par conséquent, ce travail adhère à l'école de pensée classique qui a vu le jour avec Clausewitz et analyse la stratégie de

³² Martin Kornberger and Eero Vaara, "Strategy as Engagement: What Organization Strategy Can Learn from Military Strategy," *Long Range Planning*, 2021, 102–25, <https://doi.org/10.1016/j.lrp.2021.102125>.

³³ Jeffrey W Meiser, Temmo Cramer, and Ryan Turner-Brady, "What Good Is Military Strategy? An Analysis of Strategy and Effectiveness in the First Arab-Israeli War," *Scandinavian Journal of Military Studies* 4, no. 1 (2021): 39, <https://doi.org/http://doi.org/10.31374/sjms.65>.

³⁴ Sergei Boeke and Bart Schuurman, "Operation 'Serval': A Strategic Analysis of the French Intervention in Mali, 2013–2014," *Journal of Strategic Studies* 38, no. 6 (2015): 801–25, <https://doi.org/10.1080/01402390.2015.1045494>.

³⁵ Carl von Clausewitz et al., *On War* (Princeton, N.J.: Princeton University Press, 1984), 700.

l'Opération Serval, de l'Opération Barkhane et de la Task Force Takuba en examinant leurs fins, méthodes et moyens.

1.1.3 Critique sur les opérations militaires de contre-terrorisme

Au XXI^e siècle, le djihad et la guerre mondiale contre le terrorisme sont des sujets dominants de la politique étrangère ainsi que du monde militaire. De nombreux pays entreprennent des campagnes militaires de contre-terrorisme à l'étranger avec pour objectif d'éradiquer le terrorisme dans la région où ils se déploient mais aussi d'éviter que les terroristes ne se rendent dans leur pays. De nombreux auteurs négligent le rôle que jouent ces pays et ignorent l'importance vitale des partenaires de sécurité dans les campagnes de contre-terrorisme et de contre-insurrection, d'autant qu'il est dangereux de supposer qu'ils partagent systématiquement les mêmes intérêts que le pays hôte.³⁶ Comme le souligne Stephen Tankel, la nation intervenante et la nation hôte peuvent percevoir la menace terroriste de manière différente ou peuvent avoir le même objectif mais vouloir l'atteindre par des méthodes différentes. Si de tels décalages se produisent dans les campagnes d'intervention, ils peuvent avoir des conséquences involontaires mais néfastes.³⁷

D'autres observent que lorsque les pays qualifient le terrorisme de menace pour la sécurité intérieure et internationale, le sommet politique justifie l'utilisation d'outils extraordinaires pour combattre les terroristes et fait valoir que des mesures d'urgence sont nécessaires. Un tel cadre conduit alors fréquemment au choix d'une approche militaire du contre-terrorisme, qui peut être associée à un usage excessif de la force.³⁸ Nil Satana et Tijen Demirel-Pegg concluent que l'approche militaire accroît la croyance selon laquelle seuls les moyens militaires permettront d'éradiquer la menace, ce qui conduit à son tour à une mise en danger de la démocratie et des libertés civiles. En outre, ils poursuivent en disant que l'approche

³⁶ Daniel L Byman, "Friends like These: Counterinsurgency and the War on Terrorism," *International Security* 31, no. 2 (November 11, 2006): 79–115, <http://www.jstor.org/stable/4137517>; Tankel, "US Counterterrorism in the Sahel: From Indirect to Direct Intervention."

³⁷ Bruno Charbonneau, "Intervention in Mali: Building Peace between Peacekeeping and Counterterrorism," *Journal of Contemporary African Studies* 35, no. 4 (2017): 415–31, <https://doi.org/10.1080/02589001.2017.1363383>; Tankel, "US Counterterrorism in the Sahel: From Indirect to Direct Intervention."

³⁸ Nil S. Satana and Tijen Demirel-Pegg, "Military Counterterrorism Measures, Civil–Military Relations, and Democracy: The Cases of Turkey and the United States," *Studies in Conflict and Terrorism* 43, no. 9 (2020): 815–36, <https://doi.org/10.1080/1057610X.2018.1499696>.

militaire modifie l'équilibre entre le pouvoir exécutif civil et militaire dans les démocraties procédurales et libérales.³⁹

Ronald Crelinsten et Alex Schmid expliquent également les inconvénients d'une approche militaire du contre-terrorisme dans leur travail. Ils affirment que le recours à la force par un État contre une organisation terroriste accroît la légitimité de cette dernière ainsi que ses doléances tandis que la légitimité du gouvernement diminue.⁴⁰ Dans le même ordre d'idées, Marieke De Goede soutient que les gouvernements emploient des mesures préventives dans le cadre de stratégies antiterroristes qui pourraient induire des pratiques antidémocratiques motivées par la spéculation ou la peur. Elle cite en exemple la manière dont les secteurs de la sécurité et de la finance américains ont gelé les actifs des organisations caritatives musulmanes après l'attaque du 11 septembre 2001 afin de mettre un terme au flux de ressources vers les organisations terroristes.⁴¹ Barry Buzan et al. remarquent également que le modèle militaire dans la lutte contre le terrorisme accroît la perception de la menace dans la société et augmente le sentiment de peur. Ces tendances diminuent la volonté de la population de participer au processus démocratique de leur pays et entravent la capacité du gouvernement à mobiliser ses citoyens.⁴²

Globalement on constate que le modèle de guerre et donc l'approche militaire pour résoudre une situation sécuritaire difficile due à la présence de groupes armés terroristes font l'objet de nombreuses discussions. Plusieurs auteurs soulignent le risque de tomber sur une pente glissante par un possible effritement de la démocratie en raison de la peur et de l'anxiété de la population, suscitées par la campagne militaire.

1.1.4 Comparaison avec des théories contre-insurrection

La contre-insurrection et le contre-terrorisme ont des points communs. En fin de compte, le contre-terrorisme et la contre-insurrection offrent tous deux une solution à des problèmes

³⁹ Satana and Demirel-Pegg.

⁴⁰ Ronald D Crelinsten and Alex P Schmid, "Western Responses to Terrorism: A Twenty-five Year Balance Sheet," *Terrorism and Political Violence* 4, no. 4 (December 1, 1992): 307–40, <https://doi.org/10.1080/09546559208427189>.

⁴¹ Marieke de Goede, *Speculative Security: The Politics of Pursuing Terrorist Monies* (Minneapolis: University of Minnesota Press, 2012).

⁴² Barry Buzan, Ole Waever, and Jaap De Wilde, *Security: A New Framework for Analysis* (Boulder: Lynne Rienner, 1998), 24.

essentiellement politiques, avec des solutions militaires.⁴³ Cependant il est évident que la contre-insurrection et le contre-terrorisme sont des concepts que certains décideurs politiques et les plus hauts échelons militaires ont du mal à distinguer. En conséquence, l'insurrection et le terrorisme sont fréquemment combattus par une stratégie unique ou très similaire, ce qui conduit à des efforts contre-productifs et à des conflits non résolus. Le terrorisme et l'insurrection sont des modèles distincts de conflits violents ; pour les résoudre, comprendre la différence est une condition préalable pour engager et perturber les organisations terroristes et les insurrections de manière efficace.⁴⁴

L'insurrection est un conflit violent dans lequel l'une des parties tente de renverser l'ordre sociopolitique d'un État en utilisant la violence, la subversion et la perturbation sociale et politique.⁴⁵ David Kilcullen, spécialiste du contre-insurrection, ajoute que les insurrections sont des luttes politico-militaires organisées et prolongées visant à affaiblir le contrôle et la légitimité d'un gouvernement établi, d'une puissance occupante ou d'une autre autorité politique, tout en augmentant le contrôle des insurgés.⁴⁶ La contre-insurrection est alors un mélange d'actions globales dans les spectres civil et militaire. Ces actions sont spécifiquement conçues pour vaincre et contenir l'insurrection mais aussi pour résoudre les causes fondamentales qui ont déclenché l'insurrection. Il s'agit d'une série de moyens issus des domaines politique, économique, social et sécuritaire, combinés en une stratégie intégrée pour mettre fin à la violence armée et empêcher sa réapparition. La contre-insurrection vise également à créer des structures politiques, économiques et sociales stables. Pour maintenir ces structures et créer les conditions nécessaires à leur pérennité, il faut toutefois commencer par résoudre les causes sous-jacentes des insurrections.⁴⁷

En comparant la contre-insurrection au contre-terrorisme, on peut noter quelques différences générales. Tout d'abord, les contre-insurrections sont généralement des opérations à grande

⁴³ Laleh Khalili, "Counterterrorism and Counterinsurgency in the Neoliberal Age," in *The Oxford Handbook of Contemporary Middle Eastern and North African History*, ed. Jens Ghazal, Amal; Hanssen (Oxford: Oxford University Press, 2015).

⁴⁴ Roberto Colombo, "Choosing the Right Strategy: (Counter)Insurgency and (Counter)Terrorism as Competing Paradigms," 2019, <https://thesecuritydistillery.org/all-articles/choosing-the-right-strategy-counterinsurgency-and-counterterrorism-as-competing-paradigms>.

⁴⁵ Falode, "Hybrid Doctrine : The Grand Strategy for Counterinsurgency and Counterterrorism Operations in Nigeria."

⁴⁶ David Kilcullen, *Counterinsurgency* (Oxford University Press, 2010).

⁴⁷ Scott R. Moore, "The Basics of Counterinsurgency," *Small Wars Journal*, 2007, 1–24.

échelle avec un grand nombre de troupes conventionnelles alors que les opérations de contre-terrorisme emploient plutôt un personnel condensé.⁴⁸ L'intensité et la portée des engagements militaires diffèrent entre les deux. Ensuite le contre-terrorisme est généralement conçu comme des attaques plus dirigées, cinétiques, prêtes à employer une force létale pour éradiquer les groupes terroristes. De telles opérations impliquent le déploiement de forces spéciales et un rôle central pour une série d'équipements modernes et intelligents tels que les drones.⁴⁹ De plus, comme les insurgés veulent renverser le gouvernement et tentent d'obtenir la légitimité et le soutien de la population, les opérations de contre-insurrection s'attachent à rompre le lien entre les insurgés et les communautés locales. Cela peut se faire en montrant à la population que ce ne sont pas les insurgés mais bien l'État qui s'occupe des problèmes plus profonds et qui vise à résoudre les problèmes ; en d'autres termes, en gagnant les cœurs et les esprits. Les opérations antiterroristes, quant à elles, visent principalement à rechercher et à éliminer les terroristes et à perturber leurs réseaux.⁵⁰

Bien que les stratégies de contre-insurrection et de contre-terrorisme soient souvent interchangeables, il existe des différences importantes entre les deux dans la portée des campagnes militaires ainsi que dans les moyens utilisés pour les mener à bien.

⁴⁸ Khalili, "Counterterrorism and Counterinsurgency in the Neoliberal Age."

⁴⁹ Khalili.

⁵⁰ Kilcullen, *Counterinsurgency*, 8.

1.2 Situation sécuritaire au Mali

1.2.1 Développement historique

Depuis l'indépendance du Mali vis-à-vis de la France en 1960, le pays a connu quatre rébellions touareg. La première rébellion a eu lieu en 1963-64, la deuxième en 1990-1996, la troisième en 2006-2009 et la dernière rébellion est actuellement combattue depuis 2012. Pour comprendre la situation, une étude de l'histoire récente est requise.

Avant qu'il n'y ait la moindre notion de rébellion touareg en 2012, le Mali était considéré comme l'exemple de la démocratie en Afrique. En outre, le Mali était vu comme le pays le plus stable dans une région où les coups d'État étaient nombreux. Pour les autres pays africains, le pays était un modèle : le Mali combinait la bonne gouvernance avec la laïcité et la tolérance ; l'islam radical semblait loin.⁵¹ Dans les années 80 et 90 du siècle dernier, le Mali abritait une société conviviale sur son vaste territoire où musulmans et chrétiens vivaient pacifiquement et se toléraient. Néanmoins déjà à cette époque, l'influence croissante des Saoudiens et des Libyens dont les ressources étaient considérables : ils n'ont pas lésiné sur l'argent ni sur les ressources humaines pour construire des mosquées et des madrasas et pour créer des confréries destinées à aider la population la plus pauvre et la plus vulnérable pour l'endoctriner par des enseignements radicaux.⁵²

En réalité, le Mali était depuis longtemps aux prises avec des ruptures socio-économiques et ethniques. Le problème principal résidait dans la rivalité entre le groupe ethnique nomade des Touaregs, situé au nord du Mali, au sud de l'Algérie et à l'ouest du Niger, et les peuples sédentaires du sud du Mali.⁵³

Les Touaregs réclament avec force une patrie séparée dans le nord du Mali qu'ils appellent Azawad. Cette revendication n'est pas apparue soudainement en 2012 mais remonte au 15ème siècle lorsque les Touaregs ont été délogés par l'Empire Songhai. Plus directement cependant, l'actuel séparatisme touareg trouve son origine à la fin du 19e siècle lorsque la

⁵¹ Hussein Solomon, "Mali : West Africa ' s Afghanistan," *RUSI Journal* 158, no. 1 (2013): 12–19, <https://doi.org/10.1080/03071847.2013.774635>.

⁵² Interview d'un fonctionnaire du Programme des Nations unies pour le développement qui a travaillé au Mali entre 2010 et 2013, 5 novembre, 2021.

⁵³ Interview fonctionnaire Nations unies.

France a incorporé les Touaregs dans sa colonie du Mali. Alors que les Français gagnaient des territoires dans la région du Sahel, ils sont entrés dans la ville désertique de Tombouctou et l'ont revendiquée aux Touaregs en décembre 1893. Les Touaregs ont alors organisé une résistance jusqu'à ce qu'ils subissent une série de défaites en 1917, date à laquelle ils se sont finalement rendus. La France a ensuite incorporé les Touaregs dans l'État malien ce qui a entraîné leur séparation d'avec leurs parents Touaregs dans des pays voisins tels que le Niger, le Burkina Faso, l'Algérie, la Lybie et la Mauritanie.⁵⁴

En outre, les Touaregs ne respectaient pas leurs voisins sédentaires du sud du Mali. Ils estimaient que leur mode de vie nomade est supérieur à celui des citadins, des cultivateurs et des villageois sédentaires et perçoivent les peuples du sud du Mali comme des Africains et eux-mêmes comme des Arabes. Par ailleurs déjà depuis des décennies, des stéréotypes similaires existaient également dans le sud du Mali. De nombreux habitants de cette région considéraient les Touaregs comme des nomades racistes, favorables à l'esclavage, paresseux et sauvages, et les considéraient généralement comme des personnes arriérées. Comme le Mali était gouverné par les gens du sud, les Touaregs étaient naturellement mécontents de la politique de modernisation du Mali postcolonial. Les politiques de sédentarisation de Bamako ont laissé les peuples nomades du nord dans l'incapacité de participer à la modernisation de l'économie du pays. Dans un pays où le taux de pauvreté était déjà élevé, les Touaregs se sont retrouvés dans des conditions encore plus pauvres que le reste de la population malienne.⁵⁵

Pour résoudre leurs problèmes financiers, de nombreux jeunes Touaregs ont quitté le Mali et ont cherché des opportunités plus loin dans la région. Kadhafi a convaincu nombre d'entre eux en leur proposant des avantages financiers attrayants pour rejoindre ses forces armées et la Légion islamique en Libye.⁵⁶ Ceux qui ont rejoint les forces de Kadhafi sont allés combattre au Liban, en Palestine et jusqu'en Afghanistan, acquérant ainsi une expérience des techniques de combat modernes, de l'utilisation de différents types d'armes et de systèmes d'armement et ont reçu un enseignement sur la conduite et la discipline militaires. Mais surtout, ils ont été en contact étroit avec la pensée et l'extrémisme islamistes radicaux.⁵⁷ Lorsque, à l'été 2011,

⁵⁴ Solomon, "Mali : West Africa ' s Afghanistan," 12–13. ; Interview fonctionnaire Nations unies.

⁵⁵ Solomon, 13.

⁵⁶ Solomon, 13. ; Interview fonctionnaire Nations unies.

⁵⁷ Solomon, 13. ; Interview fonctionnaire Nations unies.

le régime de Kadhafi est tombé, le grand nombre de Touaregs qui ont combattu pour lui sont retournés au Mali et ont rejoint le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) pour combattre le gouvernement malien à la recherche d'un Azawad indépendant.⁵⁸

En résumé, il y avait un mécontentement de longue date entre le nord et le sud ; il y avait de forts sentiments de nationalisme touareg ainsi que des difficultés financières et de nombreux Touaregs avaient combattu et acquis de l'expérience dans les troupes armées de Kadhafi, où ils avaient également rencontré l'extrémisme islamiste.

Ces éléments se sont ajoutés à une quatrième rébellion des Touaregs lesquels ont uni leurs forces avec le groupe islamiste radical Ansar Dine. Les forces armées maliennes, que les États-Unis avaient largement formées au cours des années précédentes, n'ont pas été en mesure de battre les groupes armés dans le Nord. Le 22 mars 2012, le capitaine Amadou Haya Sanogo a organisé un coup d'État et renversé le président Amadou Toumani Touré. Parmi les raisons de son action, Sanogo a déclaré que le gouvernement n'avait pas fourni aux forces armées maliennes les équipements lourds et modernes nécessaires pour vaincre la rébellion Touareg.⁵⁹ Au lieu de résoudre la situation, les forces maliennes ont dû se retirer du Nord. Dans les mois qui ont suivi, les divergences idéologiques entre le MNLA et Ansar Dine se sont accentuées à mesure que l'influence de Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI) sur ce dernier grandissait - ainsi que celle de son organisation régionale, le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) - et ils se sont rapidement affrontés. La supériorité militaire d'Ansar Dine, soutenue par AQMI et le MUJAO, leur a permis de s'emparer de Tombouctou, Kidal et Gao et de forcer le MNLA à quitter les principales zones peuplées.⁶⁰ Ainsi, ce qui était à l'origine une rébellion touareg pour l'indépendance a-t-été renversée par les islamistes radicaux. Depuis lors, le nord du Mali est en proie à des groupes armés terroristes.

⁵⁸ Solomon, 15.

⁵⁹ Solomon, "Mali : West Africa ' s Afghanistan."

⁶⁰ Solomon, 15–16.

1.2.2 Groupes armés dans la région

Pendant la période initiale de l'Opération Serval et le début de l'Opération Barkhane, les organisations djihadistes au Mali ont été affaiblies par la mort de centaines de combattants djihadistes et de nombreux dirigeants importants. Dans un effort d'auto-préservation, AQMI et Ansar Dine se sont retirés du nord du Mali. En 2014 cependant, les organisations djihadistes ont commencé à revenir lentement dans l'Azawad et à multiplier les attaques car elles ont constaté que la région était toujours en proie à des problèmes socio-économiques et à des tensions persistantes entre les groupes ethniques et les factions politiques.⁶¹

Au départ, le mouvement djihadiste au Sahel était très fragmenté, avec quatre acteurs majeurs. Le premier était AQMI au Sahel avec Yahya Abu Hammam comme chef. Cette filiale d'Al-Qaeda était présente dans la région depuis le début des années 2000 et était l'un des acteurs de la rébellion de 2012. Le deuxième groupe djihadiste important au Mali était Ansar Dine, dirigé par l'une des figures les plus marquantes des deuxième et troisième rébellions nommée Iyad Ag Ghali. Dans les années 2000, Ghali est passé de la lutte pour l'indépendance des Touaregs à un islamiste salafiste radical ayant pour objectif de répandre la charia au Mali. Bien qu'AQMI et Ansar Dine aient des points de vue différents, il existe des liens étroits entre les organisations ainsi qu'une compréhension de leur djihad commun. La brigade du Macina, également appelée Front de libération du Macina (FLM), était le troisième groupe armé djihadiste de la région. La FLM était étroitement alliée à la fois à AQMI et à Ansar Dine et bénéficiait d'un soutien spécifique dans le centre du Mali, qui s'appelle Macina et abrite la communauté peule. Le chef de la FLA était Amamdou Koufa, un prédicateur salafiste charismatique appartenant aux Peuls.⁶²

Le quatrième acteur était une fusion entre le MUJAO et une brigade d'AQMI arrachée par Mokhtar Belmokhtar, qui a créé et dirigé le puissant groupe Al-Mourabitoun en 2013. En raison de la montée en puissance de l'État islamique et de sa concurrence avec Al-Qaeda, les tensions sont toutefois montées entre les dirigeants d'Al-Mourabitoun. En mai 2015, le numéro deux de l'organisation, Abu Walid Al-Sahrawi, a déclaré sa loyauté à l'État islamique

⁶¹ Djallil Lounnas, "Jihadist Groups in North Africa and the Sahel : Between Disintegration, Reconfiguration and Resilience," 2018, 11.

⁶² Lounnas, 12; Clionadh Raleigh, Heni Nsaibia, and Caitriona Dowd, "The Sahel Crisis since 2012," *African Affairs* 120, no. August (2020): 123–43, <https://doi.org/10.1093/afraf/adaa022>.

et a emmené avec lui une centaine d'hommes pour fonder l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS).⁶³ L'EIGS est resté un des plus petits des groupes armés terroristes de la région avec quelques centaines de djihadistes et est principalement actif dans le sud-est du Mali et au Niger voisin.⁶⁴

En raison des tensions entre ceux qui sont fidèles à Al-Qaeda et ceux qui ont prêté allégeance à l'État islamique, les affiliés d'Al-Qaeda ont entamé un processus de rapprochement depuis la fin de 2015. Finalement en mars 2017, AQMI, Ansar Dine, la Front de Libération de Macina et Al-Mourabitoun ont fusionné en un seul groupe armé djihadiste nommé Jama'a Nusrat al-Islam wa al-Muslimin' (JNIM), ce qui signifie Groupe de Soutien à l'islam et aux musulmans, et ont nommé Iyad Ag Ghali à leur tête. Le JNIM peut donc être considéré comme une organisation faîtière qui facilite la coordination et la coopération entre les djihadistes appartenant aux différentes organisations et atténue simultanément les querelles entre eux. En outre, les groupes individuels qui font partie du JNIM restent plus discrets en raison de la structure faîtière et conservent un profil international relativement bas.⁶⁵ Depuis la fusion, le JNIM est le groupe armé terroriste dominant au Mali avec un nombre estimé à 1200 combattants et est responsable de la majorité des attaques dans le pays.⁶⁶

En conclusion, nous pouvons affirmer que le groupe armé terroriste dominant au Mali est JNIM, qui est composé d'AQMI, d'Ansar Dine, du FLM et d'Al-Mourabitoun. En outre, le sud-est du pays est sous le joug de EIGS.

⁶³ Lounnas, "Jihadist Groups in North Africa and the Sahel : Between Disintegration, Reconfiguration and Resilience," 12–13.

⁶⁴ Lounnas, 14.

⁶⁵ Pauline Le Roux, "Responding to the Rise in Violent Extremism in the Sahel," *Africa Security Brief*, 2019.

⁶⁶ Raleigh, Nsaibia, and Dowd, "The Sahel Crisis since 2012."

2. La stratégie des opérations françaises au Mali

2.1 Stratégies du contre-terrorisme

2.1.1 Opération Serval

En janvier 2012, plusieurs groupes armés ont déclaré l'indépendance du Nord Mali et ont lancé une offensive armée en direction de la capitale. La rébellion touareg initiale a fait place à des groupes plus radicalisés, Ansar Dine, AQMI et son rejeton le MUJAO. En réponse au conflit au Nord Mali et à la demande d'aide du gouvernement malien, la France a décidé de lancer l'Opération Serval le 11 janvier 2013. Au total, environ 3.500 soldats français ont été déployés au Mali dont les forces qui étaient déjà déployées au Tchad et en Côte d'Ivoire ainsi que les troupes de la *Brigade Guépard* en attente en France.⁶⁷ L'opération française était limitée dans le temps et limitée au territoire du Mali. L'objectif de l'opération était de prendre le contrôle militaire du pays et de rendre au gouvernement malien l'intégrité territoriale de son pays. Serval peut être considéré comme un pont entre les forces armées françaises et les forces armées maliennes mais aussi avec les Nations unies et d'autres acteurs qui s'engageraient dans des pourparlers de paix.⁶⁸ L'objectif était de vaincre les groupes armés terroristes puis de transférer le travail de réconciliation politique et de reconstruction des institutions et des forces armées maliennes aux Nations unies et aux organisations partenaires africaines. Cependant la situation n'a pas atteint l'état dans lequel le contrôle pouvait être transféré aux Nations Unies et aux partenaires et les troupes françaises n'ont pas quitté le pays.⁶⁹

Dans un premier temps, l'intervention française a été unilatérale et a connu un succès immédiat.⁷⁰ En quelques jours seulement, la combinaison de la puissance aérienne française et des attaques précises des forces spéciales a permis de stopper l'offensive des groupes armés. Les groupes armés ont été chassés des villes clés du nord et se sont dispersés dans les régions montagneuses le long de la frontière nord-est du Mali avec l'Algérie et le Niger.⁷¹ Un grand nombre de djihadistes d'AQMI et de ses alliés ont été tués au cours de l'opération. De

⁶⁷ Christopher Griffin, "Operation Barkhane and Boko Haram: French Counterterrorism and Military Cooperation in the Sahel," *Small Wars and Insurgencies* 27, no. 5 (2016): 906–7, <https://doi.org/10.1080/09592318.2016.1208283>.

⁶⁸ Bruno Charbonneau, "Counter-Insurgency Governance in the Sahel," *International Affairs* 97, no. 6 (November 1, 2021): 1812, <https://doi.org/10.1093/ia/iia182>.

⁶⁹ Charbonneau, 1805.

⁷⁰ Ceci a été mis en avant lors des différentes interviews.

⁷¹ Boeke and Schuurman, "Operation 'Serval': A Strategic Analysis of the French Intervention in Mali, 2013–2014," 1.

même, le nombre d'attaques menées par les groupes armés terroristes a également diminué de manière significative après l'intervention française.⁷² Au cours des phases ultérieures de l'opération, la ville et la région de Gao ont été le centre de l'action. Les terroristes s'étaient cependant fondus dans la population et la zone est rapidement devenue l'une des régions les plus difficiles à sécuriser des groupes armés. Les troupes françaises ont dû batailler ferme contre des adversaires lourdement armés mais ont réussi à les éliminer et à libérer Gao. La dernière phase de Serval s'est déroulée autour du massif de l'Adrar des Ifoghas au nord où les terroristes appartenant au groupe armé terroriste AQMI avaient leurs bastions. Les forces tchadiennes sont venues soutenir les marines, para et légionnaires français pour nettoyer le terrain difficile des combattants d'AQMI. La région était un bastion d'AQMI depuis des années. AQMI avait créé un réseau de cages et de fortifications, que les forces françaises et tchadiennes ont systématiquement démolé. Après environ trois semaines, la région a été nettoyée et l'Opération Serval a été considérée comme un succès.⁷³ À partir de ce moment, l'Opération Serval a visé davantage à rétablir le contrôle du gouvernement et à s'assurer que les groupes armés terroristes n'aient pas la possibilité de se reformer. Cependant au cours des derniers mois de l'opération, il est devenu évident que le retrait complet des troupes françaises ne serait pas possible. En mai 2014, la ville de Kidal, au nord du pays, a été prise par les groupes armés de l'armée malienne. En réponse, les forces françaises ont décidé de renforcer leur emprise sur Gao et ont créé ce qui deviendra une base permanente. Enfin en août 2014, l'Opération Serval est arrêtée et l'Opération Barkhane est lancée en tant qu'opération capitale de lutte contre le terrorisme.

⁷² Tony Chafer, "France in Mali: Towards a New Africa Strategy?," *International Journal of Francophone Studies* 19, no. 2 (2016): 119–41, https://doi.org/10.1386/ijfs.19.2.119_1.

⁷³ Sergei Boeke, "Transitioning from Military Interventions to Long-Term Counter-Terrorism Policy: The Case of Mali (2013–2016)," *Terrorism and Counter-Terrorism Studies*, 2016, 42, <https://doi.org/10.19165/2016.1.09>.

Fins

Lors d'une conférence de presse à Paris le 14 janvier 2013, le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius a précisé les trois objectifs de l'Opération Serval :

« Le premier, c'est de stopper l'offensive des groupes armés terroristes vers le sud qui menaçaient l'ensemble du Mali et notamment la capitale, Bamako. Cette opération est en cours et elle se déroule de façon satisfaisante. Le deuxième objectif, c'est d'éviter l'effondrement du Mali. Il s'agit de la condition sine qua non du retour du Mali à son intégrité territoriale. Le troisième objectif, c'est de permettre la mise en œuvre des résolutions internationales, que ce soit les Nations unies, l'Union africaine, la CEDEAO et l'Union européenne. Cela constitue bien entendu notre objectif principal. S'agissant des Nations unies, il faut avoir à l'esprit que trois volets doivent être traités : le volet sécuritaire - c'est une évidence -, le volet politique et le volet du développement. »⁷⁴

Cette déclaration publique a permis d'esquisser une première fois les différents objectifs de l'engagement militaire de la France au Mali. En outre, elle a présenté la stratégie française comme étant composée d'actions dans trois domaines différents, à savoir la sécurité, la politique et le développement. Il s'agit d'un élément intéressant car par rapport aux étapes ultérieures de l'engagement français au Mali, l'Opération Serval était notamment axée sur des objectifs militaires et sécuritaires.

Le premier objectif, comme l'a déclaré le ministre des Affaires étrangères, était de mettre un terme à l'offensive des groupes armés terroristes vers le sud lesquels menaçaient le Mali et surtout sa capitale. Ce premier objectif était ce à quoi Fabius fait référence avec sa notion de volet sécuritaire. C'était aussi le premier et principal objectif de l'opération militaire. Le général Bernard Barrera, qui a commandé la brigade Serval dans les premiers mois de l'engagement français, de février à mai 2013, a déclaré que, pour lui, l'objectif final de l'opération qu'il dirigeait était très clair : détruire les djihadistes.⁷⁵ La stratégie de l'engagement militaire, cependant, a été conçue bien avant que la décision de lancer une opération au Mali ne soit prise. Une première version du cadre stratégique a été élaborée lors d'un Conseil restreint de Défense, une réunion du cabinet sur les questions de défense

⁷⁴ Ministère des Affaires Étrangères, "Conference de Presse Du Ministre Des Affaires Étrangères, Laurent Fabius, 14 Janvier" (Paris, 2013), <https://reliefweb.int/report/mali/conférence-de-presse-de-laurent-fabius-paris-14-janvier-2013>.

⁷⁵ Jean-Dominique Merchet, "Général Barrera : « Mes Ordres Étaient Clairs : Détruisez Les Djihadistes ! » - l'Opinion," *Opinion*, July 11, 2013, <https://www.lopinion.fr/international/general-barrera-mes-ordres-etaient-clairs-detruisez-les-djihadistes>.

présidée par le président Hollande, auquel se sont joints le chef d'état-major des armées, le directeur général de la sécurité extérieure et le directeur central du Renseignement intérieur en mai 2012. Ceci s'est produit alors qu'à ce moment-là, six otages de nationalité française étaient détenus par les groupes armés terroristes.⁷⁶ Le conseil restreint a décidé qu'AQMI et ses alliés ne pouvaient être évincés du nord du Mali que par une approche nouvelle et plus agressive. Ils ont imaginé trois voies possibles : le renforcement des forces armées maliennes, la recherche d'un soutien international pour un déploiement de troupes africaines et enfin la mise en place d'une mission européenne pour assister et former les militaires maliens.⁷⁷

Le deuxième objectif était d'éviter la chute de l'Etat malien ou que le pays devienne ce que l'on appelle un « Etat failli ». Bien que cela n'ait pas été mentionné comme faisant partie de l'objectif le 12 janvier, Fabius a clairement ajouté que l'objectif était d'aider le Mali à récupérer son intégrité territoriale. Dans d'autres discours publics, cet objectif d'intégrité territoriale a été également répété en permanence. Par exemple, le ministre français de la Défense a énoncé comme objectif la protection des ressortissants européens et français au Mali.⁷⁸ Comme cela va de pair avec le maintien de l'État malien, nous pouvons affirmer que cela fait partie de la deuxième fin. Ceci est noté comme tel dans les déclarations ultérieures, mais a également été dit dans une conférence de presse deux jours auparavant. Au moment du lancement de Serval, on estime à 6 000 le nombre de ressortissants français présents à Bamako, dont la sécurité relève certainement de l'intérêt national de la France.⁷⁹

Le troisième objectif, et selon M. Fabius le plus important pour la stratégie française, était de permettre la conception de résolutions internationales avec différents types de partenaires. En récapitulant ce troisième objectif, le premier ministre français Jean-Marc Ayrault le résume

⁷⁶ Boeke, "Transitioning from Military Interventions to Long-Term Counter-Terrorism Policy: The Case of Mali (2013–2016)," 32.

⁷⁷ Romain Rosso, "Mali: Comment Paris Conduit La Guerre," Express, January 31, 2013, https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/mali-comment-paris-conduit-la-guerre_1215453.html. Accessed on November 1, 2021.

⁷⁸ Jean-Yves Le Drian, "Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, Ministre de La Défense, Sur Les Interventions Militaires Au Mali et En Somalie, 12 Janvier," January 12, 2013, <https://www.vie-publique.fr/discours/186787-declaration-de-m-jean-yves-le-drian-ministre-de-la-defense-sur-les>.

⁷⁹ Boeke, "Transitioning from Military Interventions to Long-Term Counter-Terrorism Policy: The Case of Mali (2013–2016)," 40.

ainsi: « préparer le déploiement de la force d'intervention africaine »⁸⁰ M. Ayrault fait ainsi référence à la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA). Toutefois cet objectif a une portée plus large que seulement MISMA. Il est conforme aux accords sur la mise en place de missions de formation au Mali afin d'éduquer les troupes maliennes et de les préparer à défendre leur propre pays et comprend donc également, par exemple, la mise en place et le lancement de la Mission européenne de formation (EUTM) au Mali.

Selon certains, il y avait également un quatrième objectif qui n'a pas été annoncé publiquement lors du lancement de l'Opération Serval. Il s'agissait de la libération de cinq otages français, un néerlandais, un suédois et un sud-africain, qui avaient été capturés par AQMI.⁸¹

On peut donc conclure qu'il y avait trois objectifs, avec potentiellement un quatrième. Il s'agissait de stopper l'avancée des terroristes, de préserver l'intégrité territoriale du Mali, de permettre l'application des résolutions internationales et de libérer les otages occidentaux.

Méthodes

Bien que Serval ait été accompagné d'efforts politiques et diplomatiques, il est clair que l'essentiel de l'effet recherché était principalement axé sur une campagne physique et donc militaire. L'objectif était de reprendre le terrain dans le nord, de chercher et de détruire l'ennemi et enfin de stabiliser le pays.⁸² Les forces françaises ont exécuté l'Opération Serval d'une manière étonnamment conventionnelle, en mettant l'accent sur des manœuvres rapides.⁸³ Afin d'analyser cette approche et donc les modalités de l'Opération Serval, nous devons décomposer cette approche en deux éléments. Le premier est une campagne rapide, au rythme soutenu, et le second est le recours à des forces terrestres.

⁸⁰ Jean-Marc Ayrault, "Déclaration de M. Jean-Marc Ayrault, Premier Ministre, Sur l'intervention Militaire de La France Au Mali, 29 Janvier" (Paris, 2013), <https://www.vie-publique.fr/discours/187067-declaration-de-m-jean-marc-ayrault-premier-ministre-sur-l'interventio>.

⁸¹ Michael Shurkin, "France's War in the Sahel and the Evolution of Counter-Insurgency Doctrine," *Texas National Security Review* 14 (2020): 9, <https://doi.org/http://dx.doi.org/10.26153/tsw/11707>.

⁸² "Mali : Le Colonel Michel Goya Décrypte La Stratégie de La France" (TV5MONDE, January 15, 2013), <https://www.youtube.com/watch?v=haqGmY2S2Wc>.

⁸³ "Opération Serval: Le Retour de La Manœuvre Aéroterrestre Dans La Profondeur," in *Reflexions Tactiques* (Paris: Armée de terre, Centre de doctrine d'emploi des forces, 2014). Pensée soutenue pendant les entretiens.

Le premier élément est la vitesse. Cela commence déjà par la rapidité avec laquelle les Français se sont déployés sur la zone d'opérations et ont commencé leur intervention. Puis pour la méthode de travail pour l'opération même, le choix a été fait d'opter pour une approche très rapide et manœuvrière.⁸⁴ Avec cette approche, les forces armées françaises espéraient sauver Bamako mais aussi détruire l'ennemi avant qu'il ne puisse se disperser ou se mettre hors de portée. L'objectif était donc de se déplacer le plus rapidement possible en direction du nord pour libérer les villages contrôlés par les groupes armés terroristes.

L'une des raisons pour lesquelles l'opération a été exécutée à un rythme aussi soutenu est que le président Hollande a exhorté les forces françaises à « faire le travail » le plus rapidement possible. Hollande a insisté sur ce point à plusieurs reprises, notamment lorsqu'il a déclaré à Barrera à Tombouctou : « détruisez ceux qui sont devant vous et allez vite ».⁸⁵ Une autre raison est qu'initialement, les services de renseignement français avaient estimé que la campagne antiterroriste devait agir rapidement sinon les groupes terroristes auraient la possibilité de se regrouper et de se remettre sur pied entre chaque rencontre.⁸⁶

Ce choix de la vitesse était audacieux. L'opération a été exécutée avec plus d'audace que ne l'attendaient les groupes armés terroristes en repoussant les limites des capacités logistiques de la France et en se fondant sur le principe d'une force réduite et légère. Le commandant de la brigade Serval Barrera s'est déclaré très satisfait de la liberté dont il a bénéficié pour concevoir une campagne offensive vers l'ennemi.⁸⁷ Lorsque le général Barrera est devenu commandant de la 3^{ème} brigade mécanisée en 2011, il a décidé d'entraîner son unité différemment de la façon dont elle combattait depuis le début des opérations en Afghanistan. Ce qu'il appelle « la bonne façon de combattre » comprend des actions plus offensives et de longues lignes de ravitaillement. Comme il s'agissait également de l'approche choisie pour l'Opération Serval, il était heureux de pouvoir envoyer rapidement la majorité de ses troupes

⁸⁴ Interview d'un pilote belge qui a participé à l'Opération Serval, 24 décembre 2021.

⁸⁵ Michael Shurkin, "France's War in Mali: Lessons for an Expeditionary Army," *The RAND Corporation*, 2014, 10.

⁸⁶ Shurkin, 9–12.

⁸⁷ Griffin, "Operation Barkhane and Boko Haram: French Counterterrorism and Military Cooperation in the Sahel," 906–7.

vers le nord dans le cadre de manœuvres conjointes et combinées et d'engager le combat contre les groupes armés au lieu d'adopter une position défensive autour de Bamako.⁸⁸

Le deuxième élément qui met en évidence la manière dont l'Opération Serval a été menée est l'emploi de troupes terrestres, bien que dans le cadre d'une campagne d'armes combinées. L'approche manœuvrière a certes été soutenue par des moyens aériens mais l'accent a surtout été mis sur l'infanterie et les opérations terrestres. Les commandants de l'armée française étaient convaincus que les bottes au sol permettaient de se rapprocher de l'ennemi, de reconquérir le territoire et d'en maintenir le contrôle. L'analyste et français Michel Goya a déclaré dans une interview quatre jours après le lancement de Serval que les forces terrestres étaient nécessaires pour assurer le succès de l'opération même si leur déploiement comportait un risque accru de perte de personnel. Il a souligné qu'« une bonne stratégie militaire digne de ce nom fonctionne sur deux jambes, avec une capacité de frappe (des forces aériennes au Tchad) mais également des forces au sol ». ⁸⁹ Selon M. Goya, les troupes terrestres sont essentielles pour gagner des territoires et minimiser les dommages collatéraux car les frappes aériennes - qui sont principalement utilisées pour des cibles fixes et facilement identifiables - ne peuvent pas faire grand-chose contre un ennemi qui se cache parmi la population.⁹⁰ Afin d'utiliser les avantages des deux composantes, les forces aériennes et terrestres ont été utilisées de manière complémentaire. Les frappes de précision des forces aériennes et terrestres se sont succédé rapidement de sorte que les groupes armés terroristes ont eu le temps de se réorganiser. Le ministre français de la Défense a fait référence à cet aspect lorsqu'il a déclaré que le succès de Serval était « grâce aux nombreuses frappes que nous avons effectuées sur les lieux de rassemblement, les véhicules de guerre, les centres d'entraînement et les lieux de ravitaillement et de réservoir d'essence. »⁹¹

Les deux éléments qui forment les méthodes de la stratégie de Serval sont donc la vitesse et l'accent mis sur les forces terrestres. Cependant ces facteurs ne sont pas suffisants pour

⁸⁸ Shurkin, "France's War in Mali: Lessons for an Expeditionary Army," 9–12.

⁸⁹ "Mali : Le Colonel Michel Goya Décrypte La Stratégie de La France."

⁹⁰ "Mali : Le Colonel Michel Goya Décrypte La Stratégie de La France"; Shurkin, "France's War in Mali: Lessons for an Expeditionary Army," 9–12.

⁹¹ Jean-Yves Le Drian, "Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, Ministre de La Défense, Sur l'intervention Militaire Française Au Mali, 30 Janvier," 2013, <https://www.vie-publique.fr/discours/187070-declaration-de-m-jean-yves-le-drian-ministre-de-la-defense-sur-linte>.

atteindre tous les objectifs fixés. Le premier ministre français a donné un aperçu supplémentaire de l'approche. Dans le but de fournir une stabilité politique au Mali, la France a donné le contrôle des villages conquis sur les groupes armés au gouvernement malien. En outre, elle a contribué à l'établissement d'une feuille de route pour la transition politique, qui décrit le plan d'organisation des élections législatives et présidentielles une fois l'intégrité territoriale assurée. Cette feuille de route inclut également les termes d'un dialogue avec toutes les fractions du Mali ainsi qu'avec la communauté internationale. En permettant l'activation des résolutions internationales, principalement la mission de formation de l'Union européenne, la France s'est appuyée sur le soutien des alliés et des partenaires européens au niveau logistique et pour la collecte de renseignements.⁹² Avec le soutien des nations européennes, EUTM Mali a été créée en février 2013 à la demande du gouvernement malien et les premiers formateurs européens sont arrivés le mois suivant.⁹³

Moyens

Le premier mois de l'Opération Serval a été le plus intense et par conséquent, la quantité de troupes déployées était également à son apogée. Dans un rapport de situation, les forces armées françaises ont déclaré le 28 janvier 2013 que 3 500 soldats français étaient engagés dans la brigade Serval.⁹⁴ Le rapport d'information de l'Assemblée Nationale donne un aperçu du matériel déployé pour l'Opération Serval dans sa période la plus active, à savoir les quatre premiers mois de l'opération. Pour l'armée de terre, les matériels les plus importants étaient des véhicules d'infanterie armés et des camions généraux ainsi qu'une gamme d'hélicoptères. Pour les forces aériennes, un ensemble de jets et d'avions de transport ont été employés dans Serval, constituant environ 15% de la flotte totale de l'armée de l'air française.⁹⁵

⁹² Ayrault, "Déclaration de M. Jean-Marc Ayrault, Premier Ministre, Sur l'intervention Militaire de La France Au Mali, 29 Janvier."

⁹³ "EUTM Mali," 2021, <https://eutmmali.eu/>.

⁹⁴ "Opération Serval: Point de Situation Du 28 Janvier 2013," Ministère de la défense, January 28, 2013, <https://www.defense.gouv.fr/actualites/operations/operation-serval-point-de-situation-du-28-janvier-2013>.

⁹⁵ Assemblée Nationale, "Rapport d'Information Sur l'Operation Serval Au Mali," 55–60.

MATÉRIELS MAJEURS DÉPLOYÉS DANS LE CADRE DE L'OPÉRATION SERVAL													
Type de matériel		TOTAL		LICORNE		EPERVIER		PARC D'ALERTE		FORCES		PAMIR	
Véhicules blindés d'infanterie	VAB	252	216	23	23	8	8	16	1	203	182	2	2
	VBCI		36						15		21		
Engins blindés	AMX 10 RC	34	25	4		5				25	25		
	ERC 90		9		4		5						
Blindés légers	PVP	185	58	18						167	58		
	VBL		127		18						109		
Véhicules logistiques	PEB		12		1						11		
	CLD		15								15		
	LOT 7		22								22		
	KERAX	173	9	4				1		168	9		
	VTLR		79		2				1		76		
	TRM 10 000		36		1						35		
Camions citernes	CCP 10	22	22	2	2	1	1				19		
Camions divers	GBC 180		305		9		10		19		267		
	TRM 2 000	354	36	10		17		20	1	307	35		
	VLRA		13		1		7				5		
Véhicules légers	P4		205		1		15				189		
	SURF BLD	262	20	1		15				226		20	20
	VLTT		37								37		
Pièces d'artillerie	CAESAR	12	4			4				8	4		
	MO 120		8				4				4		
Engins du génie	EGRAP	8	8								8		
Aéronefs	GAZELLE		6								6		
	PUMA	17	6							17	6		
	TIGRE		4								4		
	PILATUS		1								1		
TOTAL GENERAL		1319		62		50		37		1121		22	

Figure 1: Matériel majeurs déployés dans le cadre de l'Opération Serval.⁹⁶

Nombre	Type	Provenance	Type de missions
3	<i>Mirage 2000D</i>	Epervier – N'Djamena	AI ⁽¹⁾
3	<i>Mirage 2000D</i>	Epervier – Relève avion annulée	AI
2	<i>SIDM Harfang + 1 GCS⁽²⁾</i>	Niamey	ISR
1	<i>Boeing C135</i>	Epervier – N'Djamena	RVT
1	<i>Boeing C135</i>	Istres – Relève avion annulée	RVT
1	<i>JFACC AFCO</i>	N'Djamena	C2 ⁽³⁾
2	<i>Mirage F1 CR</i>	Epervier – N'Djamena	AI/ISR
1	<i>Hercules C130</i>	Epervier – N'Djamena	Transport ⁽⁴⁾
1	<i>C160 Transall</i>	Epervier – N'Djamena	Transport
1	<i>Casa CN235</i>	EFS – Dakar	Transport
1	<i>C160 Transall</i>	Licorne – Abidjan	Transport
1	<i>C160 Transall</i>	Libreville - Gabon	Transport
1	<i>Casa CN235</i>	Libreville – Gabon	Transport

Figure 2: Moyens pré-positionnés à la date du 10 janvier 2013.⁹⁷

⁹⁶ Assemblée Nationale, 56.

⁹⁷ Assemblée Nationale, 58.

4	<i>Rafale</i>	BA113 Saint-Dizier ⇨ NDJ	MR ⁽³⁾
3	<i>Boeing C135</i>	BA125 Istres ⇨ NDJ	RVT
1	<i>Boeing C135</i>	EAU – Pamir ⇨ NDJ	RVT
2	<i>SA330 Puma</i>	BA120 Cazaux ⇨ Bamako	PR
1	<i>Casa CN235</i>	BA110 Creil ⇨ Niamey	EVASAN
1	<i>Hercules C130</i>	BA123 Orléans ⇨ NDJ	Transport
1	<i>Casa CN235</i>	BA110 Creil ⇨ Dakar	Transport
2	<i>Rafale</i>	BA113/BA118 Mont de Marsan	MR
1	<i>Boeing E3F SDCA</i>	BA702 Avord ⇨ Dakar	C2
1	<i>SIDM Harfang + GCS</i>	BA709 Cognac ⇨ Niamey	ISR
1	<i>C160 Transall</i>	Douchambe – Pamir ⇨ Abidjan	Transport
2	<i>C160 Transall</i>	BA123 Orléans ⇨ Abidjan	Transport
1	DETAIR	France ⇨ Bamako	Soutien

Figure 3: Moyens déployés entre le 10 janvier et fin février 2013.⁹⁸

Il y avait également un certain nombre d'alliés de la France qui étaient engagés dans l'Opération Serval par le biais de toutes sortes de soutien opérationnel. Ces alliés étaient les États-Unis, le Canada, l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne. Le soutien belge a consisté dans le déploiement de deux avions de transport C-130 Hercules de la 15ème escadre, qui ont effectué 248 vols entre le 18 janvier et le 30 avril 2013. De même, deux hélicoptères Augusta 109 de la 1ère escadre ont été déployés entre le 29 janvier et le 31 mai afin d'effectuer des évacuations médicales.⁹⁹

⁹⁸ Assemblée Nationale, 59.

⁹⁹ Assemblée Nationale, 61–63.

2.1.2 Opération Barkhane

En août 2014, l'Opération Barkhane a suivi l'Opération Serval. Dans un sens, Barkhane est la stratégie de sortie de Serval car elle a permis au gouvernement français d'affirmer que Serval avait été un succès et qu'elle pouvait être conclue.¹⁰⁰ L'Opération Barkhane porte sur un espace plus large car le problème du terrorisme était défini comme une question transnationale dépassant les limites des frontières. L'opération permet aux forces armées françaises d'opérer dans toute la région du G5 Sahel lequel comprend la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad. Néanmoins sur le terrain on voit que les forces françaises opèrent surtout sur le territoire malien. En outre, contrairement à Serval, la nouvelle opération n'est pas limitée dans le temps. Elle est conçue comme une mission de longue durée et doit se poursuivre jusqu'à ce que les groupes armés terroristes ne soient plus une menace.¹⁰¹

L'opération dispose d'un nouveau quartier général dans la capitale du Tchad, N'Djamena. Elle a également établi un quartier général du renseignement au Niger et déployé des unités des forces spéciales au Burkina Faso.¹⁰² Une grande partie du personnel et du matériel déployés sont concentrées sur deux bases permanentes, à savoir le quartier général de N'Djamena et la base permanente de Gao, ce qui permet de contrer la menace provenant de plusieurs zones. Dans une phase ultérieure de Barkhane, Niamey a également été ajoutée comme base opérationnelle avancée permanente pour les moyens aériens. Le reste des forces de Barkhane est réparti dans des "stations relais" dans tout le Sahel, avec au Mali principalement les bases de Kidal, Gossi, Tessalit, Tombouctou et Ménaka.¹⁰³

Selon le rapport du ministère français des Armées d'avril 2014, la logique du partenariat se retrouve au cœur des activités de Barkhane. Ce partenariat se fait principalement avec les forces armées maliennes et accessoirement avec la force conjointe du G5 Sahel. En outre, Barkhane prend également en considération les forces de la Mission multidimensionnelle

¹⁰⁰ Charbonneau, "Counter-Insurgency Governance in the Sahel."

¹⁰¹ Charbonneau, 1813.

¹⁰² Griffin, "Operation Barkhane and Boko Haram: French Counterterrorism and Military Cooperation in the Sahel," 907.

¹⁰³ Charbonneau, "Intervention in Mali: Building Peace between Peacekeeping and Counterterrorism," 424.

intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et de la Mission de formation de l'Union européenne (EUTM) Mali comme des partenaires.¹⁰⁴

De multiples phases se sont succédé au cours de l'Opération Barkhane. Déjà pendant l'Opération Serval, mais aussi pendant la première phase de Barkhane jusqu'à la fin de 2014, l'engagement principal était de stopper l'avancée des djihadistes vers la capitale malienne. La deuxième phase s'est déroulée de 2015 à 2017 et comprenait « l'endiguement » de la menace dans le nord du Mali. À partir de 2018, a commencé la troisième phase, dans laquelle la logique a encore plus été axée sur le partenariat, ce qui inclut une augmentation des activités de formation de Barkhane pour les forces armées des pays du Sahel.¹⁰⁵

Depuis le coup d'état militaire au Mali de mai 2021, Barkhane a commencé à changer rapidement. La France a suspendu sa coopération militaire directe avec les forces armées du pays laquelle comprenait la formation directe du personnel ainsi que l'accompagnement des troupes maliennes pendant ses missions. Le coup d'état a provoqué dans l'opinion française une rupture sur Barkhane et a renforcé le sentiment que les progrès tant politiques que sécuritaires faisaient défaut.¹⁰⁶ En juin 2021, le président Macron a annoncé la fin de l'Opération Barkhane sous sa forme actuelle. Dès lors, une réduction de l'ampleur de l'opération est perceptible ainsi qu'une transition progressive vers un nouveau concept d'opérations au Sahel sous la forme d'une coalition internationale : la Task Force Takuba.¹⁰⁷ Grâce à Takuba, la France est déterminée à toujours jouer un rôle important au Sahel mais elle peut simultanément transférer une partie de sa responsabilité aux pays européens participant à la Task Force.

¹⁰⁴ Assemblée Nationale, "Rapport d'Information Sur l'Opération Barkhane" (Paris, 2021), 45–50.

¹⁰⁵ Assemblée Nationale, 45–50.

¹⁰⁶ Andrew Lebovich, "After Barkhane: What France's Military Drawdown Means for the Sahel," *European Council on Foreign Relations*, July 2, 2021, <https://ecfr.eu/article/after-barkhane-what-frances-military-drawdown-means-for-the-sahel/>.

¹⁰⁷ Beatrice Gobbo, "The End of the Operation Barkhane, New Perspectives on the Territory," *Finabel European Army Interoperability Centre*, June 29, 2021, <https://finabel.org/the-end-of-the-operation-barkhane-new-perspectives-on-the-territory/>.

Fins

Comme mentionné précédemment dans ce travail, l'Opération Barkhane se distingue de Serval par l'absence de contraintes temporelles. De même, sa dimension géographique est également beaucoup plus vaste. Au lieu de se concentrer uniquement sur la lutte contre le terrorisme sur le territoire du Mali, Barkhane a déployé des troupes dans tout le Sahel afin de « régionaliser notre action », comme dit M. Le Drian.¹⁰⁸

L'évolution de Serval vers Barkhane s'inscrit dans le cadre d'une conversion de la stratégie française au Sahel. Cette conversion a un objectif final bien précis, comme indiqué sur le site de la défense : permettre aux pays partenaires d'acquérir les capacités nécessaires pour assurer la sécurité dans leur pays de manière autonome et durable.¹⁰⁹ Cependant, pour qu'un tel objectif devienne réalité, les nations sahéliennes doivent d'abord et avant tout être prêtes à assumer cette tâche. Par conséquent, cet objectif consiste également à susciter la volonté politique et militaire des pays du G5 Sahel pour garantir une sécurité collective et coordonnée.¹¹⁰ Comme le dit M. Le Drian lors d'un discours à N'Djamena en 2014, Barkhane « ambitionne aussi de favoriser l'appropriation, par les acteurs de la région, de leurs propres enjeux de sécurité. »¹¹¹

Lors du lancement de l'Opération Barkhane, le ministre français de la Défense a formulé deux volets de cet objectif. Le premier consiste à « appuyer les forces armées des pays partenaires de la BSS dans leurs actions de lutte contre les groupes armés terroristes », tandis que le second est de « contribuer à empêcher la reconstitution de sanctuaires terroristes dans la région ». ¹¹² On note que sur le site web du ministère des Armées, cet ordre des objectifs est

¹⁰⁸ Jean-Yves Le Drian, "Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, Ministre de La Défense, Sur l'Opération Barkhane Dans La Zone Sahélienne et Sur La Politique de Défense de La France, à N'Djamena Le 31 Décembre 2014." (N'Djamena: Ministère des Armées, 2014), <https://www.vie-publique.fr/discours/193461-declaration-de-m-jean-yves-le-drian-ministre-de-la-defense-sur-loper>.

¹⁰⁹ "Opération Barkhane," Ministère des Armées, 2021, <https://www.defense.gouv.fr/operations/afrique/bande-sahelo-saharienne/operation-barkhane/dossier-de-reference/operation-barkhane>. Accessed on 06 November 2021.

¹¹⁰ Ministère des Armées, "Dossier de Presse – Opération Barkhane" (Paris, 2016).

¹¹¹ Le Drian, "Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, Ministre de La Défense, Sur l'Opération Barkhane Dans La Zone Sahélienne et Sur La Politique de Défense de La France, à N'Djamena Le 31 Décembre 2014."

¹¹² Ministère des Armées, "Lancement de l'Opération Barkhane," 2014, <https://www.defense.gouv.fr/english/operations/actualites2/lancement-de-l-operation-barkhane>. Accessed on 02 November, 2021.

noté. Sur le terrain, cependant, on peut déduire que la priorité se situe davantage sur l'objectif de lutter contre les terroristes qu'à donner aux forces locales les capacités nécessaires.¹¹³

Ces deux volets mis ensemble doivent permettre d'atteindre la fin souhaitée et ainsi faciliter le retrait des forces françaises du Sahel. De toute évidence, ces deux tâches se soutiennent intrinsèquement l'une l'autre. En encadrant et en instruisant les forces armées des pays du G5 Sahel, ceux-ci ont la possibilité d'acquérir progressivement les capacités nécessaires pour assurer leur propre sécurité. Simultanément plus les forces armées françaises combattent directement les groupes armés terroristes et parviennent à réduire leur nombre, leur accès aux armes et à les couper de leurs bases de soutien et de leurs flux logistiques, plus les pays du Sahel ont de chances de sauvegarder leur intégrité territoriale et d'assurer la sécurité de leurs populations.

Dans l'analyse des objectifs de l'Opération Barkhane, il est évident qu'un objectif politique clair fait défaut. Outre les notions générales de réduction du terrorisme et d'aide aux nations partenaires pour qu'elles acquièrent les capacités de poursuivre la lutte de manière autonome, il n'y a pas de vision claire dans la dimension politique. C'est ce qui est constaté sur le terrain quand bien même si les dirigeants français en affirment clairement la nécessité. Le président Macron l'a répété en mai 2017, lors de la visite de la base de Barkhane à Gao : « Le chemin qui mène à une paix durable [...] suppose d'abord la sécurité. [...] Il suppose ensuite une feuille de route politique, diplomatique fixée clairement, mise en œuvre avec détermination [...]. Il suppose aussi que nous soutenions le développement de l'Afrique en associant les acteurs publics et privés. »¹¹⁴ Niagalé Bagayoko trouve la cause de ce manque dans le paradigme de la lutte contre le terrorisme qui domine dans le débat sur le Sahel, dans lequel la lutte contre les djihadistes est au centre de l'attention plutôt que le travail sur une gouvernance décente.¹¹⁵ De même, Bruno Charbonneau soutient que, bien qu'elle soit censée s'inscrire dans une approche globale, l'Opération Barkhane a rendu la stratégie française

¹¹³ Interview d'un chercheur spécialisé dans le Sahel et appartenant à un groupe de réflexion distingué, 12 décembre 2021.

¹¹⁴ Emmanuel Macron, "Déclaration de M. Emmanuel Macron, Président de La République, Sur Le Rôle Des Militaires Français Dans La Lutte Contre Le Terrorisme Au Mali, à Gao Le 19 Mai 2017." (Gao: Ministère des Armées, 2017), <https://www.vie-publique.fr/discours/202860-declaration-de-m-emmanuel-macron-president-de-la-republique-sur-le-ro>.

¹¹⁵ Niagalé Bagayoko, "Les Instruments Internationaux de Gestion Des Conflits Au Défi de La Crise Sahélienne," *Revue Défense Nationale* N° 841, no. 6 (2021): 87–94, <https://doi.org/10.3917/rdna.841.0087>.

excessivement militarisée.¹¹⁶ Il faut toutefois noter que l'un des objectifs de Barkhane est de travailler en harmonie avec les autres opérations dans la région. Michael Shurkin explique que Barkhane est censée créer une fenêtre dans laquelle la MINUSMA peut travailler pour progresser sur le plan politique.¹¹⁷

La fin de Barkhane est donc de permettre aux nations partenaires d'acquérir les capacités nécessaires pour assurer la sécurité dans leur pays de manière autonome.

Méthodes

Depuis le début de Barkhane, l'opération a employé une stratégie antiterroriste directe. Mais contrairement à Serval, cette opération devait se dérouler de manière globale. Les forces armées françaises ont donc conçu une approche que le général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des armées, a décrite comme « une stratégie de gestion de crise centrée sur les populations et sur leur perception de la crise ».¹¹⁸ De même, le général Lecointre explique qu'après que les militaires ont remporté certains succès, ceux-ci « doivent non seulement être consolidés mais aussi se traduire en actions politiques ».¹¹⁹ Selon le communiqué de presse officiel de Barkhane, l'approche globale consiste en une lutte directe contre les groupes armés terroristes, l'accompagnement des forces partenaires, le soutien des forces internationales et des actions en faveur de la population afin de permettre le retour progressif à la normalité dans les zones où l'autorité de l'Etat a été rétablie.¹²⁰ Le président Macron s'est exprimé de la même manière sur les multiples facettes de Barkhane en mai 2017, lors d'une visite à Gao, citant les éléments de Barkhane:

« Combattre directement les groupes armés terroristes qui subsistent et qui cherchent à chaque instant à se reconstituer, développer le partenariat qui permettra à l'armée malienne qui se renouvelle et aux armées des autres Etats du Sahel de contrôler leur territoire, apporter aux forces de l'ONU le soutien militaire dont elles ont besoin pour assumer pleinement leur tâche, mais aussi apaiser, pacifier pour que les populations

¹¹⁶ Charbonneau, "Intervention in Mali: Building Peace between Peacekeeping and Counterterrorism."

¹¹⁷ Shurkin, "France's War in the Sahel and the Evolution of Counter-Insurgency Doctrine."

¹¹⁸ Assemblée Nationale, "Compte Rendu 12, Commission Des Affaires Étrangères, 6 Novembre 2019," 2019; Charbonneau, "Counter-Insurgency Governance in the Sahel."

¹¹⁹ Assemblée Nationale, "Compte Rendu 12, Commission Des Affaires Étrangères, 6 Novembre 2019."

¹²⁰ Ministère des Armées, "Dossier de Presse – Opération Barkhane," 2016.

puissent retrouver la voie de l'harmonie qui permet seule de construire une société. »¹²¹

Dans le détail, on peut distinguer trois éléments principaux dans la méthode de Barkhane. Le premier consiste à maintenir la pression sur les groupes armés terroristes afin de stabiliser le Sahel. Pour ce faire, Barkhane mène dans la région des opérations de grande envergure dans lesquelles ses soldats sont confrontés aux risques d'embuscades et de dispositif explosif de circonstance (IED).¹²² Néanmoins l'approche a également vu une augmentation de l'utilisation de véhicules lourdement blindés et l'utilisation de la puissance de feu lorsque la situation devient menaçante.¹²³ Il s'agit d'interdire aux terroristes de reconstruire leurs zones de refuge, de bloquer et de détruire leurs flux logistiques et d'aider les forces partenaires à relever toutes sortes de défis dans le domaine de la sécurité.¹²⁴ La France mène ces opérations de combat de manière régionalisée dans les différents pays du Sahel, ce qui, comme le dit M. Le Drian, « répond parfaitement à la nature de la menace terroriste qui pèse sur ces pays ».¹²⁵ Les troupes françaises sont réparties sur deux bases principales ainsi que sur un certain nombre de bases avancées temporaires qui peuvent être contractées ou modifiées rapidement en fonction de l'actualité et de l'effort requis dans les différentes régions.¹²⁶ Barkhane dispose également d'une structure de commandement unifiée, ce qui permet « de gagner en réactivité et en efficacité ».¹²⁷ La chaîne du renseignement joue un rôle important dans ces opérations de combat en collectant et en analysant une grande variété de données. Un certain nombre d'agents de renseignement ainsi que des capteurs et des équipements modernes recueillent d'abord des informations. Les analystes examinent ensuite les informations collectées afin de définir des zones d'intérêt et de conseiller le commando dans quelles régions suivre et traquer les membres des différents groupes armés terroristes.¹²⁸

¹²¹ Macron, "Déclaration de M. Emmanuel Macron, Président de La République, Sur Le Rôle Des Militaires Français Dans La Lutte Contre Le Terrorisme Au Mali, à Gao Le 19 Mai 2017."

¹²² Mahaut de Fougères, "French Military in the Sahel: An Unwinnable (Dis)Engagement?," *Institut Montaigne* (Paris, June 2021).

¹²³ Shurkin, "France's War in the Sahel and the Evolution of Counter-Insurgency Doctrine."

¹²⁴ Ministère des Armées, "Dossier de Presse – Opération Barkhane," 2016.

¹²⁵ Jean-Yves Le Drian, "Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, Ministre de La Défense, Sur La Lutte Contre Le Terrorisme Au Sahel, à Gao Le 22 Juin 2015." (Gao: Ministère des Armées, 2015), <https://www.vie-publique.fr/discours/195288-declaration-de-m-jean-yves-le-drian-ministre-de-la-defense-sur-la-lut>.

¹²⁶ Le Drian, "Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, Ministre de La Défense, Sur l'Opération Barkhane Dans La Zone Sahélienne et Sur La Politique de Défense de La France, à N'Djamena Le 31 Décembre 2014."

¹²⁷ Le Drian.

¹²⁸ Le Drian, "Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, Ministre de La Défense, Sur La Lutte Contre Le Terrorisme Au Sahel, à Gao Le 22 Juin 2015."

Lorsque la décision d'agir sur la base de certains renseignements est prise, les troupes de Barkhane utilisent la méthode du cordon et de la recherche, dans laquelle la mobilité est essentielle. Des colonnes de véhicules d'infanterie modernes appuyées par des hélicoptères d'attaque ainsi que des drones s'emploient à « neutraliser » un maximum de terroristes et à trouver des caches d'armes. Grâce à cette approche directe, les groupes armés terroristes sont poussés à rester en mouvement et sont empêchés de construire des bastions importants.¹²⁹ La synergie créée entre les différentes unités déployées permet de couvrir le vaste théâtre et de réduire la liberté de mouvement des terroristes.¹³⁰

Le deuxième élément consiste à former les forces armées des pays du G5 Sahel. Dans un effort pour démontrer que la France considère les pays du Sahel comme égaux, elle a changé son langage d'assistance à partenariat et souligne cette relation en nommant systématiquement les pays du Sahel « partenaires ». ¹³¹ Au départ, les pays hôtes eux-mêmes ainsi que les missions de formation de l'Union européenne se sont chargées de former les forces armées locales dans la région. Toutefois probablement en raison du peu de progrès réalisés, Barkhane a intensifié son rôle de formation.¹³² Afin d'aider les pays partenaires à acquérir les capacités nécessaires pour assurer la sécurité sur leur territoire, les forces françaises accompagnent leurs partenaires lors des missions et fonctionnent comme des éléments de soutien.¹³³ La formation des forces armées locales s'est toutefois avérée extrêmement difficile. Seule une fraction des soldats maliens formés par EUTM Mali ou Barkhane sont considérés comme opérationnels. De plus, les forces maliennes sont continuellement confrontées à la corruption à tous les échelons et aux violations des droits de l'homme.¹³⁴ Les résultats des efforts de formation restent donc limités.

Le troisième élément se rapporte à la relation entre les forces françaises et la population locale. Afin de faciliter l'acceptation des forces Barkhane par la population locale, les forces françaises s'efforcent d'organiser des actions civilo-militaires visant à instaurer un dialogue et

¹²⁹ Shurkin, "France's War in the Sahel and the Evolution of Counter-Insurgency Doctrine."

¹³⁰ Le Drian, "Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, Ministre de La Défense, Sur La Lutte Contre Le Terrorisme Au Sahel, à Gao Le 22 Juin 2015."

¹³¹ Shurkin, "France's War in the Sahel and the Evolution of Counter-Insurgency Doctrine."

¹³² Shurkin ; Interview d'un professeur invité au Collège de Défense du G5 Sahel, 12 décembre 2021.

¹³³ Ministère des Armées, "Dossier de Presse – Opération Barkhane," 2016.

¹³⁴ Philippe Leymarie, "L'armée Française Doit-Elle Quitter Le Sahel ?," Le Monde Diplomatique, 2021, <https://www.monde-diplomatique.fr/2021/02/LEYMARIE/62770>.

une relation constructive. De plus, Barkhane invite également les nations partenaires à prendre part à ces activités afin de gagner le soutien et la crédibilité de la population locale. L'accent est mis sur le développement et l'évaluation des besoins de la population, soit principalement les projets d'hygiène et d'assainissement ainsi que l'éducation. Ces éléments sont nécessaires pour créer un environnement où le retour à la paix peut être durable et soutenable.¹³⁵ Le président Macron a spécifiquement mis l'accent sur cet aspect afin de s'attaquer aux problèmes qui poussent les habitants de la région du Sahel à se radicaliser. Il a déclaré « c'est en chassant du continent la famine, le manque d'éducation, la grande pauvreté que nous éliminerons le plus sûrement ce qui germe sur ce sol : l'islam radical, les trafics de drogue et d'êtres humains, le terrorisme. »¹³⁶ Les Français s'efforcent donc de plus en plus de gagner « les cœurs et les esprits », comme l'a déclaré le général Lecointre, chef d'état-major de la défense, au gouvernement français en 2019.¹³⁷

On constate cependant que tous les aspects de cette approche globale ne sont pas exécutés avec le même effort. L'accent principal de Barkhane est mis sur les opérations de combat, liées au premier élément de maintien de la pression sur les groupes armés terroristes.¹³⁸ Lorsqu'elle a discuté de la manière d'atteindre l'objectif de Barkhane, la ministre française des Armées, Mme Parly, n'a pas parlé d'approche globale, ni mentionné les autres tâches de Barkhane. Elle s'est uniquement concentrée sur les opérations de combat et a déclaré que pour entraver autant que possible la réorganisation des terroristes, « il faut pouvoir taper les têtes, les chefs de ces organisations ». ¹³⁹ Cet accent sur l'élément de combat peut s'expliquer en partie par certains des autres efforts qui se déroulent simultanément dans la région, tels que la MINUSMA et l'EUTM, qui permettent donc à l'Opération Barkhane de se concentrer sur la partie militaire de l'approche globale française. En outre, cet accent a également été vu historiquement à travers l'expérience française dans la région pendant les périodes de colonisation et de décolonisation.¹⁴⁰ Il faut dire que l'approche de l'Opération Barkhane sur le

¹³⁵ Ministère des Armées, "Dossier de Presse – Opération Barkhane," 2016.

¹³⁶ Macron, "Déclaration de M. Emmanuel Macron, Président de La République, Sur Le Rôle Des Militaires Français Dans La Lutte Contre Le Terrorisme Au Mali, à Gao Le 19 Mai 2017."

¹³⁷ Assemblée Nationale, "Compte Rendu 12, Commission Des Affaires Étrangères, 6 Novembre 2019."

¹³⁸ Pensée soutenue pendant les interviews du professeur invité au Collège de Défense du G5 Sahel et du chercheur spécialisé dans le Sahel.

¹³⁹ Florence Parly, "Interview de Mme Florence Parly, Ministre Des Armées, à France Info Le 11 Juin 2021, Sur l'Opération Barkhane et La Lutte Contre Le Terrorisme Au Sahel." (Paris: Ministère des Armées, 2021), <https://www.vie-publique.fr/discours/280411-florence-parly-11062021-operation-barkhane>.

¹⁴⁰ Shurkin, "France's War in the Sahel and the Evolution of Counter-Insurgency Doctrine."

terrain est plutôt centrée sur le combat et sur l'ennemi, au lieu de se concentrer véritablement sur tous les éléments de l'approche globale.

L'accent mis sur les opérations de combat dans Barkhane est clairement visible dans la manière dont la France mesure le succès de son entreprise. Lorsque l'on évoque les résultats de Barkhane, c'est continuellement le nombre de « terroristes neutralisés » qui est mentionné en premier lieu. Par exemple, en décembre 2014, M. Le Drian salue les réalisations d'une des unités de Barkhane, à savoir uniquement les éléments de la sphère de combat : « Nous avons neutralisé en profondeur le groupe terroriste armé MUJAO et mis hors de combat son chef Al-Tilemsi ». ¹⁴¹ De même, en juin 2015, M. Le Drian procède à un premier examen des résultats de Barkhane jusqu'à cette date. Il fait état de la « neutralisation » de plusieurs djihadistes ainsi que de la découverte de caches d'armes et de l'obstruction des circuits logistiques des terroristes. ¹⁴² Aucune mention n'est faite du processus engagé sur l'un des autres éléments composant l'approche globale de Barkhane, tels que la formation des forces armées sahéliennes ou la relation avec la population locale. Au cours des années d'opération de Barkhane, une focalisation similaire sur les djihadistes tués comme référence du succès est maintenue. Notamment dans le rapport présenté à l'Assemblée Nationale en avril 2021 avec une analyse de l'opération de huit ans, le chapitre sur le succès de l'opération ne mentionne en profondeur que les différents djihadistes neutralisés, ainsi qu'une petite partie sur la façon dont les actions de Barkhane sont saluées par les nations étrangères. ¹⁴³ Enfin, lors d'une interview sur la cessation de Barkhane et lorsqu'il a été interrogé sur le résultat final de la mission, Mme Parly a répondu : « Nous avons mené des opérations extrêmement importantes pour décapiter les chefs terroristes de ces grandes organisations. » ¹⁴⁴

Moyens

Les moyens mis en œuvre dans l'Opération Barkhane ont continuellement évolué et se sont adaptés en fonction de l'axe d'effort de l'opération et des réalités tactiques du terrain. Il faut

¹⁴¹ Le Drian, « Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, Ministre de La Défense, Sur l'Opération Barkhane Dans La Zone Sahélienne et Sur La Politique de Défense de La France, à N'Djamena Le 31 Décembre 2014. »

¹⁴² Le Drian, « Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, Ministre de La Défense, Sur La Lutte Contre Le Terrorisme Au Sahel, à Gao Le 22 Juin 2015. »

¹⁴³ Rapport d'info 2021. Pp 70-73.

¹⁴⁴ Parly, « Interview de Mme Florence Parly, Ministre Des Armées, à France Info Le 11 Juin 2021, Sur l'Opération Barkhane et La Lutte Contre Le Terrorisme Au Sahel. »

cependant noter qu'à partir de 2021, la situation du personnel et du matériel a évolué dans l'autre sens.¹⁴⁵ Cette évolution peut être vue dans le contexte des phases de clôture de l'Opération Barkhane et de la transition de l'engagement de la France vers la Task Force Takuba.

Le dispositif français n'a cessé de croître entre 2014 et 2020. Au début de l'opération, 3.500 personnes étaient déployées. A partir de 2016, il y avait déjà 4.050 militaires français engagés. En 2017, ce nombre est passé à 4.800 en raison de la concentration de Barkhane sur le coude du Niger ainsi que de l'effort consenti dans la région du Liptako au Mali. Ce nombre a encore légèrement diminué en 2019 avec 4.650 personnels stationnés dans les pays du G5 Sahel. Le pic de Barkhane se situe en 2020, avec 5.250 soldats français déployés au Sahel pour Barkhane. Lors du sommet de N'Djamena sur la coopération entre la France et le G5 Sahel en février 2021, le président Macron a décidé de maintenir ce nombre accru de troupes au moins jusqu'en juin 2021.¹⁴⁶

Les moyens de Barkhane sont divisés en trois catégories : les moyens terrestres et aéroterrestres, les moyens aériens et les moyens de renseignement. Les forces terrestres sont principalement déployées au Mali et comptent environ 1.500 soldats français. Elles s'appuient sur des véhicules blindés légers et lourds ainsi que sur des camions logistiques et sont soutenues par une vingtaine d'hélicoptères de combat. Les soldats français sont soit basés dans le camp permanent de Gao, soit dans l'une des bases temporaires de Kidal, Tessalit, Ménaka, Gossi et Tombouctou. Ils sont en outre soutenus par trois hélicoptères de transport lourds basés à Gao, plus précisément des CH-47 Chinooks du Royaume-Uni. Un plus petit nombre de troupes françaises est également situé au Tchad dans le quartier général à N'Djamena ou dans des camps temporaires à Abéché et Faya-Largeau. De même, un petit groupe se trouve à Niamey et Aguelal au Niger.¹⁴⁷

Les moyens aériens sont basés à N'Djamena pour les missions à l'est et à Niamey pour les missions au Sahel occidental. Les deux bases accueillent des moyens de combat et des moyens

¹⁴⁵ Marc-Emmanuel Privat, "Bâtir En Opération Extérieure : Un État Des Lieux Du Stationnement de l'Opération Barkhane," *Revue Défense Nationale* 840, no. 5 (2021): 59–63, <https://doi.org/10.3917/rdna.840.0059>.

¹⁴⁶ Assemblée Nationale, "Rapport d'Information Sur l'Opération Barkhane."

¹⁴⁷ Ministère des Armées, "Dossier de Presse – Opération Barkhane" (Paris, 2021).

logistiques.¹⁴⁸ En 2021, ces bases ont accueilli sept avions de combat Mirage 2000 ainsi que six drones Reaper. Les drones et les avions de chasse travaillent tous deux pour effectuer des frappes de précision ainsi que des interventions en aide au personnel au sol ou de manière autonome. En moyenne, il y a également cinq à huit avions de transport dans la région. Il s'agit d'avions dédiés aux transports aériens tactiques ou stratégiques mais aussi d'un atout pour le ravitaillement en vol.¹⁴⁹

Pour le renseignement, des moyens tels que le C160 Transall et l'Atlantique 2 ont été déployés et chargés de la surveillance et de la reconnaissance. Les drones et les avions de chasse ont également été utilisés pour prendre des images et recueillir des renseignements sur les signaux. De plus, les Français ont utilisé leurs satellites pour assurer la communication et recueillir des images spécifiques. Enfin, les services de renseignement français ont déployé du personnel afin d'acquérir du renseignement humain auprès de la population locale et d'exploiter des informations provenant de matériel tel que des ordinateurs portables et des téléphones trouvés dans des sites sensibles.¹⁵⁰

En résumé, l'Opération Barkhane a mobilisé 5.250 hommes dans son dispositif le plus intensif. Le matériel comprenait trois drones, sept avions de chasse, vingt hélicoptères, cinq à huit avions de transport tactique et stratégique, 280 véhicules blindés lourds, 220 véhicules blindés légers et enfin 400 véhicules logistiques.

2.1.3 Task Force Takuba

Lors du sommet de Pau du 13 janvier 2020, la France et ses partenaires du Sahel ont décidé qu'un effort supplémentaire était nécessaire sous la forme d'un dispositif militaire complémentaire. Les nations européennes présentes ont décidé de créer un nouveau cadre de soutien au Sahel à la demande du Mali et du Niger. La nouvelle « Coalition pour le Sahel » constitue la base de l'engagement stratégique et politique des pays participants et combine quatre piliers : sécurité, gouvernance, développement et efforts humanitaires. C'est dans le cadre du pilier de la sécurité que la Task Force Takuba a été lancée le 27 mars 2020 lorsqu'un

¹⁴⁸ Ministère des Armées.

¹⁴⁹ Assemblée Nationale, "Rapport d'Information Sur l'Opération Barkhane."

¹⁵⁰ Assemblée Nationale.

certain nombre de pays européens ont publié une déclaration exprimant leur soutien à sa création dans le cadre de l'Opération Barkhane.¹⁵¹ La Task Force incarne un concept novateur dans lequel les forces spéciales de différents pays européens sont déployées sous le même drapeau.¹⁵² Avec la création de cette nouvelle Task Force, la France peut démontrer qu'elle est toujours engagée dans la région du Sahel, tout en se dégageant d'une partie de sa propre responsabilité et en se fondant dans le groupe des pays européens qui y participent.

La Task Force travaille en étroite collaboration avec l'Opération Barkhane et fait même partie de cette dernière. Néanmoins la Task Force Takuba est désignée à devenir progressivement autonome.¹⁵³ Avec la clôture de Barkhane, l'une des tâches qui était effectuée sous son drapeau est devenue la tâche principale de la Task Force Takuba : conseiller, assister et accompagner les forces maliennes lors des opérations de combat. La France précise toutefois que, dans des cas particuliers, la Task Force peut accomplir des tâches complémentaires de lutte contre le terrorisme de manière autonome. Contrairement à Barkhane qui a promu son approche régionale sur l'ensemble du Sahel, la Task Force Takuba se concentre sur la région du Liptako, qui est aussi souvent appelée la région des trois frontières entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso.

La Task Force Takuba a franchi sa première étape le 15 juillet 2020 lorsqu'elle a atteint « IOC » (*Initial operational capability*).¹⁵⁴ Un an plus tard, la Task Force Takuba comprenait déjà du personnel de onze pays européens dont la France, l'Estonie, la République tchèque, l'Italie et la Suède. Au début du mois d'avril, Takuba a été déclarée avoir la pleine capacité opérationnelle.¹⁵⁵ Au cours de sa première année, Takuba a été dirigée par la France jusqu'à ce que la Suède prenne le relais en novembre 2021. Les troupes de Takuba sont réparties sur trois sites au Mali et comptent environ 600 personnes mais une augmentation des effectifs est prévue en 2022. Le président Macron vise à ce que la force opérationnelle Takuba compte

¹⁵¹ "Communiqué Task Force Takuba : Réunion Ministérielle de Lancement," Ministère des Armées, 2020, https://www.defense.gouv.fr/english/salle-de-presse/communiques/communiqu%C3%A9_task-force-takuba-reunion-ministerielle-de-lancement.

¹⁵² Assemblée Nationale, "Rapport d'Information Sur l'Opération Barkhane," 68–69.

¹⁵³ Nicolas Gros-Verheyde, "Dans Les Couloirs de La Task Force Takuba (Lt-Col. François)," Bruxelles 2, 2021, <https://www.bruxelles2.eu/2021/07/les-takuba-a-loeuvre-lt-col-francois/>.

¹⁵⁴ Ministère des Armées, "BARKHANE: Official Launch of Task Force Takuba," 2020, <https://www.defense.gouv.fr/espanol/operations/afrique/bande-sahelo-saharienne/operation-barkhane/breves/barkhane-lancement-officiel-de-la-task-force-takuba>.

¹⁵⁵ Assemblée Nationale, "Rapport d'Information Sur l'Opération Barkhane," 68–69.

2 000 personnes, dont 500 seraient des troupes françaises.¹⁵⁶ Le quartier général de la force opérationnelle est situé à Ménaka où se trouvent également les officiers de liaison et le personnel opérationnel. Ansongo et Gao font office de deuxième et troisième bases.¹⁵⁷

Fins

L'objectif pratique de la Task Force Takuba est de former les forces armées maliennes (FAMA). Comme l'indique l'ancien commandant de Takuba : « la formation [...] est notre raison d'être ».¹⁵⁸ De même, la deuxième réunion ministérielle de Takuba en avril 2021 a déclaré que « l'amélioration des compétences et des capacités du personnel militaire malien à assurer la sécurité des Maliens et du Mali » était l'objectif principal de la Task Force.¹⁵⁹ Pour être plus précis, l'objectif premier de Takuba est de former les FAMA à un niveau leur permettant d'entreprendre des opérations autonomes dans une zone pacifiée.¹⁶⁰

Dans une interview en juin 2021, la ministre des Armées Florence Parly en juin 2021 a clairement indiqué que malgré la transition de Barkhane à la Task Force Takuba, l'objectif reste le même : « il s'agit de continuer la lutte contre le terrorisme ». Dans la déclaration politique commune sur la création de la Task Force, il est indiqué que les pays présents « soutiennent politiquement la création d'une Task Force [...] visant à lutter contre les groupes terroristes dans la région du Liptako ».¹⁶¹ Un élément particulièrement intéressant est que, bien que toutes les activités terroristes dans la région soient abordées, le groupe terroriste de l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) est désigné comme le principal centre d'intérêt.¹⁶² Néanmoins, nous devons affirmer que, bien que l'éradication des groupes terroristes dans cette région des trois frontières reste certainement le résultat idéal le plus élevé, ceci est devenu plutôt le but secondaire.

¹⁵⁶ Assemblée Nationale, 68–69.

¹⁵⁷ Iñigo Camilleri de Castenado, "Task Force Takuba: European Special Forces In The Sahel," Grey Dynamics, 2021, <https://www.greydynamics.com/task-force-takuba-special-forces-in-the-sahel/>.

¹⁵⁸ Ministère des Armées, "BARKHANE : Entretien Avec Le Commandant de La Task Force Takuba," 2021, <https://www.defense.gouv.fr/espanol/operations/afrique/bande-sahelo-saharienne/operation-barkhane/breves/barkhane-entretien-avec-le-commandant-de-la-task-force-takuba>.

¹⁵⁹ "Joint Press Statement - Task Force Takuba: Second Ministerial Meeting, April 7, 2021," 2021.

¹⁶⁰ Anna Schmauder, Zoë Gorman, and Flore Berger, "Takuba: A New Coalition for the Sahel?," *Clingendael Spectator*, June 30, 2020, <https://spectator.clingendael.org/nl/publicatie/takuba-new-coalition-sahel>.

¹⁶¹ "Communiqué Task Force Takuba : Réunion Ministérielle de Lancement."

¹⁶² Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, "G5 Sahel – Pau Summit – Statement by the Heads of State (13 Jan. 2020)," 2020, <https://www.diplomatie.gouv.fr/en/french-foreign-policy/security-disarmament-and-non-proliferation/news/2020/article/g5-sahel-pau-summit-statement-by-the-heads-of-state-13-jan-2020>.

Il y a un troisième objectif qui est plutôt remarquable mais qui a très peu à voir avec le Sahel ou la lutte contre le terrorisme. La Task Force Takuba a été considérée comme une tentative de la France de renforcer les relations avec ses partenaires européens dans la dimension sécuritaire et militaire.¹⁶³ Takuba est un exemple de la manière dont les pays européens peuvent travailler ensemble dans un but partagé et mettre en commun leurs personnels et matériels respectifs. L'opération repose sur un concept novateur dans lequel les forces spéciales de différentes nations européennes travaillent en étroite collaboration. Dans ce cadre, elles peuvent apprendre les unes des autres en matière de tactiques, de techniques et de procédures mais aussi évaluer directement les avantages à disposer de matériels complémentaires. De plus, nous pouvons déduire que la France vise également à démontrer qu'il y a une valeur ajoutée à ce que les pays européens se spécialisent dans certains types de guerre et mettent ces spécialités en commun pour les opérations. Takuba pourrait être la démonstration de la capacité de l'UE à agir en tant qu'acteur de la sécurité mondiale.¹⁶⁴ Bien que de telles considérations ne soient pas exprimées avec autant de mots par les officiels français, l'ancien commandant de Takuba a laissé entendre qu'il en était ainsi en indiquant: « Nous nous enrichissons au quotidien de l'expérience des autres, de notre complémentarité capacitaire ». Le ministère des Armées a également noté dans un article de presse que « La force Takuba est aujourd'hui un véritable laboratoire d'intégration au combat des partenaires européens. Cette organisation unique confirme la qualité de notre interopérabilité et permet d'atteindre un niveau de partenariat opérationnel inégalé. »¹⁶⁵ De la même manière, l'eupéanisation de l'effort de contre-terrorisme au Mali permet la France de prendre un peu de distance au moment où la population locale se tourne de plus en plus contre sa présence dans la région.¹⁶⁶

¹⁶³ Shurkin, "France's War in the Sahel and the Evolution of Counter-Insurgency Doctrine."

¹⁶⁴ Marie Cold Ravnkilde Signe and Nissen Christine, "Schizophrenic Agendas in the EU's External Actions in Mali," *International Affairs* 96, no. 4 (2020): 935–53, <https://doi.org/10.1093/ia/iiaa053>; Clément Beaune, "Extraits d'un Entretien de M. Clément Beaune, Secrétaire d'Etat Aux Affaires Européennes, Avec RTL Le 28 Septembre 2021, Sur l'Europe de La Défense, La Réduction Des Visas Depuis Le Maghreb et Les Pêcheurs Français Confrontés Au Brexit.," 2021.

¹⁶⁵ Ministère des Armées, "Pleine Capacité Opérationnelle de La Force Takuba," 2021, Pleine capacité opérationnelle de la force Takuba%0A.

¹⁶⁶ Interview d'un chercheur spécialisé dans le Sahel et appartenant à un groupe de réflexion distingué, 12 décembre 2021.

Méthodes

La création de la Task Force Takuba signifie un changement d'approche basé sur un certain nombre d'éléments, mais on conclut que le cœur de la stratégie n'a pas changé. Le cadre de l'opération reste une approche sécuritaire qui ne travaille pas sur la dimension politique, ni sur le développement.¹⁶⁷ Néanmoins, il y a bien eu des changements. La portée géographique de Takuba est très concentrée car sa zone d'opérations se situe dans la région de Liptoko ou des Trois Frontières et ses bases se trouvent uniquement au Mali.¹⁶⁸ Pour analyser les nouveautés de la méthode de Takuba, trois éléments sont identifiés. Tout d'abord, l'approche de Takuba est basée sur la formation des forces maliennes dans une démarche très intégrée. Deuxièmement l'utilisation exclusive de forces spéciales pour cette opération bien que soutenue par des moyens logistiques et de planification conventionnels. Le troisième élément est un nouveau concept de partage du renseignement.

La Task Force Takuba a développé un concept renouvelé pour atteindre son objectif principal, à savoir la formation des forces armées maliennes aux opérations de contre-terrorisme. Ce concept est basé sur la stratégie dite des 3A : *Accompany, Advise, Assist*. Accompagner, Conseiller, Assister. En pratique, la Task Force Takuba a mis en place différentes unités dont l'une est entièrement composée de troupes maliennes. Elles s'entraînent et exécutent des tâches opérationnelles ensemble. Les forces spéciales européennes instruisent d'abord leurs collègues maliens dans le cadre d'une formation de base d'environ un an, suivie d'une formation avancée de deux ans pour leur donner les capacités d'opérer de manière autonome.¹⁶⁹

Dans un sens, il s'agit d'un apprentissage sur le tas où les forces spéciales européennes travaillent en étroite collaboration avec les forces maliennes qu'elles forment. Tout au long du processus de formation, elles accompagnent les troupes maliennes dans leurs missions dans la région et les conseillent et les assistent en cas de besoin. Pour ce faire, le personnel européen est fortement intégré et très proche de ses homologues maliens. Comme le dit l'un des officiers français participant aux opérations : « On discute, on vit, on mange avec eux ».¹⁷⁰

¹⁶⁷ Interview d'un professeur invité au Collège de Défense du G5 Sahel, 12 décembre 2021.

¹⁶⁸ Ministère des Armées, "Dossier de Presse – Opération Barkhane," 2021.

¹⁶⁹ Camilleri de Castenado, "Task Force Takuba: European Special Forces In The Sahel."

¹⁷⁰ Gros-Verheyde, "Dans Les Couloirs de La Task Force Takuba (Lt-Col. François)."

Par exemple, pour établir les zones d'intérêt où Takuba pourrait opérer, le commandant de la Task Force a des discussions quotidiennes avec les forces armées maliennes. Une fois la zone d'intérêt établie, la Task Force planifie une opération et l'état-major la vérifie. Grâce à ce processus, les connaissances des forces maliennes sont consultées autant que possible et leur contribution est stimulée afin qu'elles acquièrent les compétences nécessaires pour planifier elles-mêmes des opérations similaires. Au départ, les forces maliennes apprennent principalement de leurs collègues européens mais progressivement, elles sont encouragées à prendre de plus en plus d'initiatives et ont moins besoin de soutien.¹⁷¹

Le second élément est l'utilisation de forces spéciales qui seront beaucoup plus limitées en nombre et formeront donc des unités beaucoup plus petites. En raison de cette capacité humaine et technologique de plus en plus spécialisée, la nature des missions de Takuba peut devenir plus élitiste. De plus, les forces spéciales sont habituées à travailler en groupes légers et à se déplacer rapidement ce qui est tout à fait la méthode des opérations de Takuba. Les troupes de Takuba ont une posture extrêmement flexible afin de pouvoir réagir rapidement et adapter leur mode de fonctionnement immédiatement en cas de besoin.¹⁷² L'utilisation de petites unités de forces spéciales est également beaucoup plus facile politiquement pour les pays participants car ceux-ci peuvent garantir à leurs populations respectives qu'ils ne déploient qu'un nombre limité de soldats.¹⁷³ De plus, traditionnellement pour les forces spéciales, on accepte des enjeux plus élevés et donc plus de pertes. Ce deuxième élément de la Task Force Takuba constitue une rupture avec ce qui a été fait jusqu'à présent au Sahel. L'utilisation par Takuba d'unités plus petites avec un équipement très léger donne la priorité à la mobilité sur la protection. Les unités de la Task Force se déplacent également principalement de nuit afin d'être mieux adaptées au contexte du conflit dans la région.

Un troisième élément intéressant dans la méthode de Takuba est l'approche du partage du renseignement. La force opérationnelle a un état d'esprit très ouvert sur l'information et le

¹⁷¹ Gros-Verheyde.

¹⁷² Gros-Verheyde.

¹⁷³ Florent Comte Palassoe, "Counter-Terrorism in the Sahel: Can Task Force Takuba Be a Game Changer for France," *Global Risk Insight* 01 (2021), <https://globalriskinsights.com/2021/01/counter-terrorism-in-the-sahel-can-task-force-takuba-be-a-game-changer-for-france/>.

renseignement ce qui est très différent de la position très exclusive de nombreuses opérations multinationales telles que celles observées en Syrie et en Irak actuellement et précédemment en Afghanistan. Lors des déploiements susmentionnés, les informations n'étaient souvent partagées qu'entre les pays *Five Eyes*, à savoir les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.¹⁷⁴ Chaque information collectée et analysée est partagée avec tous les partenaires sans discrimination.¹⁷⁵

Moyens

Comme indiqué précédemment, en raison de l'approche choisie avec des unités légères de forces spéciales (SOF), les moyens de la Task Force Takuba sont relativement limités. La Task Force est constituée de différents groupes de travail de SOF européennes ainsi que d'Unités légères de reconnaissance et d'intervention (ULRI) composées uniquement de troupes maliennes en formation. Les moyens des ULRI maliennes sont très révélateurs du contexte de Takuba. Le matériel principal sur lequel ils s'appuient est la moto, qui est devenue le symbole opérationnel.¹⁷⁶ La moto incarne le besoin de mobilité et d'adaptation à l'environnement dans la zone des trois frontières.

Le quartier général de Ménaka abrite le poste de commandement. Il accueille également le groupe d'intervention numéro deux, composé de forces spéciales françaises et tchèques. Simultanément ULRI 6, qui se compose uniquement de forces maliennes, est située à Ménaka. Une force de réaction rapide suédoise se trouve également dans cette base ainsi qu'une unité de protection des forces et un module médical français. Le groupe de travail estonien-français numéro 1 est basé à Gao ainsi que l'ULRI malienne numéro 4. Enfin, l'ULRI malienne numéro 3 est stationnée à Ansongo.¹⁷⁷ On estime que Takuba compte environ six cents personnes en décembre 2021, dont 300 seraient des opérateurs des forces spéciales.¹⁷⁸

Les forces spéciales françaises à Takuba sont composées de trois unités différentes. La première est le 1er régiment de parachutistes d'infanterie de marine qui a envoyé sa 2e

¹⁷⁴ Office of the Director of National Intelligence, "Five Eyes Intelligence Oversight and Review Council (FIORC)," 2020, <https://www.dni.gov/index.php/ncsc-how-we-work/217-about/organization/icig-pages/2660-icig-fiorc>.

¹⁷⁵ Gros-Verheyde, "Dans Les Couloirs de La Task Force Takuba (Lt-Col. François)."

¹⁷⁶ Camilleri de Castenado, "Task Force Takuba: European Special Forces In The Sahel."

¹⁷⁷ Ministère des Armées, "Dossier de Presse – Opération Barkhane," 2021.

¹⁷⁸ Camilleri de Castenado, "Task Force Takuba: European Special Forces In The Sahel."

compagnie à Takuba. Ils sont formés à des environnements spécifiques tels que les régions extrêmement froides ainsi que les montagnes et la jungle. De plus, l'unité a déjà acquis une expérience significative dans le Sahel. La deuxième unité des forces spéciales françaises à Takuba est le Penfentenyo des commandos de marine, spécialisé dans les équipes de surveillance et de neutralisation d'objectifs ENSO. Ils effectuent principalement des tirs de précision et des missions de reconnaissance pour le groupe opérationnel de Takuba. La troisième unité est le 4^e régiment d'hélicoptères des forces spéciales françaises qui peut fournir un soutien unique et autonome grâce à son entraînement aux scénarios non conventionnels. Ils travaillent principalement avec des hélicoptères Gazelle, Caracar, Pouma et Tigre.¹⁷⁹

Bien que la contribution de la France à la force opérationnelle soit la plus importante, d'autres pays européens participants fournissent également des moyens. La contribution estonienne à Takuba comprend jusqu'à 95 personnes y compris les opérations des forces spéciales ainsi que des véhicules blindés Jackal et le système de combat terrestre THEMIS. Les forces estoniennes avaient déjà une expérience de la coopération avec les forces armées françaises au Sahel en participant à Barkhane. Les soixante forces spéciales tchèques déployées de Takuba font partie du 601^e groupe de forces spéciales et effectuent principalement des tâches de réaction rapide et de suivi des membres des insurgés dans la zone des trois frontières. Outre son rôle de commandement depuis novembre 2021, la Suède contribue à Takuba avec 150 opérateurs des forces spéciales et une unité de transport aérien en tant que force de réaction rapide. Cette unité comprend deux hélicoptères UH-60 Black Hawk et un C-130 Hercules. En outre, jusqu'à cent Suédois travaillent à Takuba dans les unités d'état-major et de soutien. Enfin, l'Italie déploie du personnel de cinq groupes différents au sein de ses forces spéciales ainsi qu'un certain nombre de véhicules blindés Lynx, de véhicules d'attaque légers Flyer et d'hélicoptères de type NH-90, CH-47 et Agusta A129.¹⁸⁰ La contribution de la Roumanie est attendue à la fin de 2021. Un certain nombre d'autres pays dont la Hongrie, la Grèce, le Portugal, le Danemark, la Lituanie et la Belgique envisagent également d'envoyer des troupes en 2022.¹⁸¹

¹⁷⁹ Camilleri de Castenado.

¹⁸⁰ Camilleri de Castenado.

¹⁸¹ "Takuba Archives," Forces Operations Blog, 2021, <https://www.forcesoperations.com/tag/takuba/>.

Globalement Takuba a des moyens limités puisqu'elle ne compte qu'environ six cents soldats. Cependant elle contient environ trois cents opérateurs des forces spéciales. Ces soldats sont des personnels très qualifiés et spécialisés qui ont l'habitude de travailler dans des circonstances difficiles et de manière non conventionnelle. Ils s'appuient sur des véhicules terrestres très légers et mobiles mais sont également soutenus par une unité aérienne suédoise qui permet une profonde intégration et un soutien entre les moyens aériens et terrestres.

3. Discussion

Analyse des résultats

	Opération Serval	Opération Barkhane	Task Force Takuba
<i>Fins</i>	1. Arrêter l'avancée des terroristes 2. Reconquérir l'intégrité territoriale du Mali 3. Exécuter des résolutions internationales	1. Combattre le terrorisme 2. Capacités G5 ↗	1. Capacités G5 ↗ 2. Combattre le terrorisme 3. Européanisation
<i>Méthodes</i>	Le Mali	Pays du G5 Sahel	Zone trois frontières – formation des militaires uniquement maliens
	Approche sécuritaire: ○ Plutôt conventionnel ○ Vitesse et troupes terrestres	Approche sécuritaire : ○ Combat direct ○ Formation ○ Actions civilo-militaires	Approche sécuritaire : ○ Assister, conseiller, accompagner ○ Forces spéciales ○ Partage des renseignements
<i>Moyens</i>	3.500 Militaires français	3.500 - 5.250 Militaires français	300 Militaires français (2021), 500 (objectif) → Surtout forces spéciales
	Soutien limité de pays de l'OTAN	Soutien limité de pays de l'OTAN	300 Militaires européens (2021), 1.500 (objectif) → Surtout forces spéciales
	- Véhicules d'infanterie légère - Soutien aérien	- Véhicules d'infanterie plus lourds et équipements modernes - Dépendance des forces aériennes et des drones	Véhicules légers et motos

Figure 4 : Aperçu schématique des stratégies de Serval, Barkhane et Takuba.

Ce travail vise à répondre à la question suivante : « Comment la stratégie française de contre-terrorisme au Mali a-t-elle évolué de la première Opération Serval à l'Opération Barkhane et enfin à la Task Force Takuba ? » Au début de la recherche, l'hypothèse suivante a été formulée : « Si la stratégie française au Mali a évolué tout au long des opérations Serval et Barkhane jusqu'à la Task Force Takuba, elle a évolué d'une stratégie de contre-terrorisme étroite et principalement militaire vers une approche globale ». Quand on analyse les résultats de cette recherche, on doit conclure que cette hypothèse est incorrecte. L'approche française n'est pas devenue plus globale. Des nuances de la stratégie ont changé et évolué, mais le cœur de la stratégie a resté constant. Les conclusions présentées dans cette discussion sont basées sur les résultats obtenus dans le deuxième chapitre et sont pour la plupart testées et confirmées pendant les entretiens.

Terrain commun

Avant de discuter l'évolution entre l'Opération Serval, l'Opération Barkhane et la Task Force Takuba, force est de constater que ces évolutions sont plutôt minimales et qu'elles ne sont pas au cœur de la stratégie française. On doit conclure que ces opérations ont beaucoup plus en commun qu'elles ont des différences. Le cadre qui définit ces opérations est très similaire :

elles emploient une stratégie de contre-terrorisme proactive et dure qui s'inscrit dans le modèle de guerre.

Contre-terrorisme

Alors que l'opération en Afghanistan était principalement basée sur la contre-insurrection, l'Opération Serval était essentiellement une campagne de contre-terrorisme. Le choix du contre-terrorisme plutôt que de la contre-insurrection s'explique autant par la réalité du terrain que par les ressources limitées que la France était prête à libérer pour le Mali. Les forces françaises avaient subi une série de coupes budgétaires au cours des années précédentes, elles ne disposaient donc que de troupes limitées et de peu de réserves stratégiques et matérielles en Afrique. Une opération antiterroriste implique des groupes plus petits et des attaques plus précises.

Les trois opérations françaises sont axées sur l'élimination des terroristes et la perturbation de leur réseau, ce à quoi David Kilcullen¹⁸² associe le contre-terrorisme par opposition à la contre-insurrection. Après Serval, l'Opération Barkhane s'inscrit également dans le contre-terrorisme et non dans la contre-insurrection. Malgré l'augmentation des effectifs au fil des années de Barkhane avec un maximum en 2020 et 2021, ce cadre n'a pas changé. Au contraire, bien plus que ce n'était le cas pour Serval, Barkhane s'inscrit dans le cadre du contre-terrorisme. La principale méthode de travail de Barkhane repose sur des activités directes de contre-terrorisme dans le but de neutraliser des cibles spécifiques et de découvrir des caches d'armes. Ces activités s'inscrivent parfaitement dans ce que Laleh Khalili¹⁸³ qualifie d'actions propres à la lutte contre le terrorisme. De plus, les moyens modernes et les actifs ISR (intelligence, surveillance, reconnaissance) utilisés par Barkhane rentrent dans cette case. Enfin, Takuba adopte également une approche basée sur le contre-terrorisme.

Néanmoins un élément que Kilcullen¹⁸⁴ identifie aux opérations de contre-insurrection est également présent dans l'Opération Barkhane. L'approche globale de cette opération comprenait une approche civilo-militaire dans le but d'accroître l'acceptation de la présence française par la population locale. En outre, cet élément visait également à contribuer à

¹⁸² Kilcullen, *Counterinsurgency*.

¹⁸³ Khalili, "Counterterrorism and Counterinsurgency in the Neoliberal Age."

¹⁸⁴ Kilcullen, *Counterinsurgency*.

l'établissement d'un dialogue constructif entre les pays du G5 Sahel et leur population afin que leurs gouvernements respectifs puissent accroître leur crédibilité. Un tel effort est une partie importante de la contre-insurrection mais a certainement aussi sa place dans le contre-terrorisme afin de diminuer la partie de la population où les terroristes peuvent obtenir du soutien et pourraient recruter de nouveaux membres.

Stratégie proactive et dure selon le Modèle de Guerre

Les opérations françaises dans la région du Sahel depuis 2013 sont des actions proactives. En se déployant au Sahel et en recherchant activement les camps d'entraînement des terroristes, en organisant des frappes de drones sur les cachettes et en effectuant des frappes de précision contre les chefs des groupes terroristes, le ministère français des Armées a adopté une position offensive et a porté le combat contre les terroristes. Aussi les opérations d'entraînement des armées sahéniennes sont-elles par essence proactives.

De plus, les trois opérations s'inscrivent dans la catégorie de l'approche dure et du Modèle de Guerre du contre-terrorisme. Elles utilisent des moyens militaires afin d'atteindre leurs objectifs. Ceci est également le cas pour Opération Serval que pour Barkhane et Takuba.

Le modèle de guerre façonne en profondeur le cadre stratégique de ces opérations. La France perçoit les terroristes comme des combattants et les groupes terroristes comme un ennemi. Les groupes armés terroristes sont donc implicitement mis sur un pied d'égalité avec la France et les pays du Sahel. Il est évident que de nombreux dangers et implications négatives du modèle de guerre décrit par Ronald Crelinsten¹⁸⁵ sont apparus au Sahel.

La première implication est que les opérations de contre-terrorisme selon le modèle de guerre risquent de devenir des guerres prolongées voire interminables. La France a lancé sa première Opération Serval en 2013 et a réussi à disperser la menace terroriste dès les premiers mois. Néanmoins en 2021, le danger est encore significativement présent dans toute la région et notamment dans la région des trois frontières. L'engagement de la France au Sahel est donc devenu beaucoup plus long qu'initialement prévu lorsque Hollande a lancé Serval. Après dix-huit mois de Serval, il est apparu que la menace terroriste n'était toujours pas éradiquée et

¹⁸⁵ Crelinsten, "Perspectives on Counterterrorism."

qu'une nouvelle opération était nécessaire. Puis après huit ans de Barkhane et près d'un an de Takuba, il est impossible d'affirmer que des progrès considérables ont été réalisés.

Une deuxième implication négative du modèle de guerre qui a également fait surface au Sahel est le problème de légitimité dû à l'utilisation de la violence. Tant la France que les gouvernements respectifs des pays du Sahel ont des difficultés à être crédibles aux yeux de la population locale. De plus, le processus démocratique au Mali s'est encore réduit alors que les forces armées françaises et maliennes ont poursuivi leurs opérations depuis près de dix ans déjà. Comme l'a souligné l'une des personnes interrogées pour ce travail, le déséquilibre entre la population et les militaires a augmenté de manière significative. Ce déséquilibre peut être considéré comme ayant joué un rôle dans les deux coups d'État militaires qui ont eu lieu en 2020 et 2021.

Évolution des opérations contre-terrorisme

Malgré la constatation que le cœur de ces opérations n'a pas changé, l'analyse montre quand-même quelques évolutions.

Tout d'abord nous avons constaté une évolution dans les finalités de l'opération. Pour Serval, l'objectif était de stopper l'avancée des terroristes et de reconquérir l'intégrité territoriale du Mali ainsi que d'assurer l'exécution de missions telles que EUTM Mali. Pour Barkhane, l'objectif est de permettre aux pays du G5 Sahel d'acquérir les capacités nécessaires pour assurer la sécurité dans leurs pays respectifs. Cet objectif comporte deux éléments avec d'une part la lutte contre le terrorisme et d'autre part l'augmentation des capacités des forces armées sahéliennes. Takuba inverse ces deux éléments de Barkhane et met en avant la formation mais vise également à écarter les menaces terroristes en accompagnant les forces maliennes sur le terrain. En outre, Takuba cherche également à européaniser l'effort de lutte contre le terrorisme dans la région.

Deuxièmement il est évident que les modes opératoires ont évolué d'une opération à l'autre. La méthode de travail de Serval était simple. Elle consistait en une campagne au rythme soutenu au cours de laquelle des unités de la taille d'un peloton poussaient vers le nord et nettoyaient le terrain de la menace djihadiste. L'effort principal de l'opération a été réalisé

par des troupes terrestres bien que soutenues par des moyens aériens. Un effort supplémentaire, plus modeste, a également été réalisé sous la forme d'une feuille de route politique dans le but de rétablir la stabilité politique et de permettre la mise en œuvre des résolutions internationales. L'Opération Barkhane, quant à elle, se présente comme une approche globale dans une vaste zone d'opérations qui comprend cinq pays du Sahel. A part de combat direct, la formation et la coopération civil-militaires sont également apparues comme des méthodes de lutte contre le terrorisme. Néanmoins, il est clair sur le terrain que les actions directes de contre-terrorisme sont toujours en première ligne. Contrairement à celles de Serval, les actions de combat directe sont de plus grande envergure et s'appuient davantage sur du matériel lourd et moderne. Takuba, en revanche, rompt avec ce qui avait été fait par le passé. La Task Force réduit considérablement la zone d'opérations et met l'accent sur la formation des forces armées maliennes. Au lieu des forces régulières françaises, Takuba emploie des forces spéciales européennes pour conseiller, accompagner et assister et incarne une méthode ouverte de partage du renseignement.

Troisièmement nous avons également constaté une évolution dans les moyens des opérations. L'Opération Serval a déployé une brigade d'environ 3.500 personnes. Ces troupes étaient principalement des personnels terrestres avec des véhicules d'infanterie légères. Barkhane connaît une augmentation notable du personnel déployé qui a presque doublé par rapport à l'Opération Serval. L'augmentation considérable de matériel plus lourd et moderne, dont plusieurs drones, est également importante. Il y a toujours un grand nombre de personnel terrestre déployé mais aussi un nombre de moyens aériens et de personnel sont présents en permanence. Avec Takuba, un changement se produit. La mission est formée de personnels des forces spéciales et de leurs unités de soutien, pas seulement de la France mais d'un certain nombre de partenaires européens. En outre, l'importance des véhicules blindés lourds a été strictement réduite pour se déplacer vers les moyens mobiles.

Causes de l'évolution

Si l'on considère les fins, les méthodes et les moyens de chaque opération sans tenir compte de ce qui se passe sur le terrain, les trois opérations semblent suivre une continuité logique. Tout d'abord en 2013, la menace djihadiste était en campagne offensive en direction de la capitale. La France a donc érigé Serval pour stopper l'offensive. Une fois l'offensive entravée

et la majorité des groupes armés terroristes dispersés, l'Opération Barkhane était là pour éradiquer totalement les djihadistes et former les forces armées locales. Après huit ans, Barkhane pouvait prendre fin et Takuba pouvait prendre le relais. Takuba peut donner une formation finale et spécialisée aux forces maliennes dans une zone plus pacifiée, tout en s'occupant des dernières menaces djihadistes. Toutefois il faut constater que la menace djihadiste n'a pas diminué et que la réalité du terrain est loin d'avoir été prise en compte lors de l'évolution de la stratégie.

Rétrospectivement il est possible d'affirmer que l'Opération Serval avait des objectifs clairs et pour la plupart atteignables. Dès les premiers mois, l'avancée des terroristes a été stoppée. De même, les missions telles que EUTM Mali ont pu être mises en place rapidement. L'objectif de recouvrer l'intégrité territoriale du Mali a été atteint dans une large mesure mais le processus pour y parvenir à 100 % s'est transformé en une lutte sans fin contre les terroristes de sorte que Barkhane a finalement été érigée pour prendre le relais. L'Opération Serval a donc été globalement un succès et peut donc être conclue.

Barkhane, au contraire, ne s'est pas terminée parce que la France l'a considérée comme un succès. Le gouvernement français a lancé l'Opération Barkhane pour gérer le reste de la menace djihadiste dans la région et préparer les pays du G5 Sahel à prendre le relais. Dès le début, il était clair que cette tâche durerait plusieurs années. Cependant après huit ans, la réalité est que la région reste très peu sûre et infestée de djihadistes. Barkhane ferme ses portes parce que son approche n'a pas mené au succès. Lorsque l'on analyse la stratégie de Barkhane, deux éléments apparaissent pour expliquer cela.

Premièrement la stratégie de Barkhane est trop militarisée par rapport au contexte et ignore la réalité politique. Barkhane se présente comme une approche globale tout en restant une opération dans le domaine militaire. L'approche de Barkhane inclut non seulement les opérations de combat mais aussi la formation et la coopération civilo-militaires. Néanmoins l'accent reste globalement mis sur l'élément de combat et les résultats se mesurent uniquement au nombre de djihadistes neutralisés. Pourtant les succès tactiques de Barkhane n'ont eu aucun impact stratégique car personne ne les a traduits en résultats politiques. La France n'a formulé aucun objectif politique pour Barkhane et était déterminée à rester en

dehors de la sphère politique. Malheureusement l'intention de Barkhane de créer un espace pour des mesures politiques par le gouvernement malien - soutenu par la MINUSMA - n'est pas adaptée à la réalité politique. La MINUSMA n'a pas réussi à convaincre le gouvernement malien de prendre des mesures considérables pour améliorer sa gouvernance ; la corruption et les intérêts personnels dominant. Comme les progrès tactiques ne se traduisent pas par des solutions politiques, la situation sécuritaire dans la région ne s'est pas améliorée. En outre, le soutien des populations locales aux efforts de la France est faible, ce qui rend difficile pour la France de conserver un leadership et une responsabilité similaires au Mali.

Deuxièmement Barkhane a formulé des plans très ambitieux qui ne peuvent être réalisés avec les moyens qui lui sont consacrés. La zone d'opérations de Barkhane est extrêmement vaste. Bien que cela ait été décidé parce que les djihadistes s'étaient largement dispersés, la tâche de surveiller un tel terrain requiert une énorme quantité de moyens et donc des coûts extrêmes. Consciente de cela, la France n'a cessé d'augmenter le nombre de ses troupes dans la région. Cependant les coûts devaient être justifiables pour la population française et ne pouvaient donc pas continuer à augmenter. Même cinq mille soldats sont bien trop peu nombreux pour assumer les tâches de Barkhane. La situation néglige clairement le principe de Carl von Clausewitz¹⁸⁶ selon lequel les fins et les méthodes doivent définir les moyens, comme cela a été le cas dans la plupart des entreprises militaires occidentales ces dernières décennies.

Ces éléments ont conduit à la fermeture de Barkhane et au changement d'orientation vers la Task Force Takuba. Takuba est toujours une opération militaire, néanmoins elle s'est distancée de manière significative de ce qui a été fait auparavant afin d'avoir une chance de réussir. Takuba ne prétend pas avoir une approche globale. Au contraire, sa portée délibérément limitée et sa concentration sur la formation des forces lui permettent d'exister sans avoir à répondre aux attentes qui avaient accompagné Barkhane. Takuba est une mission de formation qui peut exister à côté, peu importe si d'autres efforts sont faits dans les dimensions politiques, de développement ou de sécurité. Sa stratégie est donc bien conçue avec une empreinte beaucoup plus légère grâce à l'utilisation de forces spéciales et au choix de véhicules et d'armements plus légers. Mais le plus important, c'est l'inclusion de partenaires

¹⁸⁶ Clausewitz et al., *On War*.

européens. La légitimité de la France au Mali ayant diminué, l'eupéanisation est une approche qui renforce la crédibilité de l'opération et répartit la responsabilité entre différents pays.

Recommandation

Après l'analyse de l'évolution et de ses causes dans les opérations antiterroristes françaises au Mali depuis 2013, ce travail propose une recommandation.

Le spectre militaire ne peut être l'axe principal d'une stratégie antiterroriste. Le gouvernement français a insisté à de nombreuses reprises sur l'importance d'une feuille de route politique claire et du développement. Pour Barkhane, l'approche globale ne devait être qu'une petite contribution dans ces domaines. Au Mali, ils se sont appuyés sur le gouvernement local, sur la MINUSMA et sur différentes ONG pour assumer ces tâches. Sur le terrain, cependant, cela a donné lieu à très peu de progrès. Pour lutter contre le terrorisme, des efforts égaux et simultanés doivent être déployés dans le domaine militaire ainsi que dans le domaine du développement et de la reconstruction d'une gouvernance solide. La nécessité d'une approche globale est largement présente dans la littérature récente sur le contre-terrorisme. Cependant le cas du Mali démontre que cela est presque impossible à réaliser par une division des tâches dans tous les secteurs par différents acteurs et des opérations autonomes. Afin d'assurer que tous les aspects reçoivent une attention égale et travaillent simultanément et en harmonie, une intervention totalement intégrée sur tous les fronts est nécessaire.

Limites de la recherche

Cette recherche a été confrontée à deux limites principales. La première limite se rapporte à la collecte des données. Les problèmes liés à cet aspect étaient doubles. Comme ce travail a analysé les documents officiels français ainsi que les déclarations des hauts responsables politiques et militaires, il a été limité aux informations que la France choisit de divulguer. En outre, le caractère sensible du sujet a entraîné des difficultés pour trouver des personnes à interviewer. De nombreux officiers français qui avaient participé à une ou plusieurs des opérations étudiées ont déclaré qu'ils souhaitaient participer à la recherche mais n'ont pas reçu la permission de leurs supérieurs.

La deuxième limite est liée au champ de la recherche. L'objet de recherche de ce travail était les opérations françaises de contre-terrorisme au Mali, à savoir l'Opération Serval, l'Opération Barkhane et la Task Force Takuba. Il n'a pas été possible de construire une analyse incluant le travail de la MISMA, d'EUTM Mali, de la MINUSMA ou des ONG dans la région. Au cours de la recherche, il est devenu évident qu'il est difficile de faire une analyse de l'approche militaire sans prendre en compte les autres efforts qui sont construits au Mali.

Ces limites peuvent servir de recommandations pour de futures recherches. Il serait très utile que les études futures puissent avoir l'autorisation préalable du gouvernement français pour accéder aux documents et parler avec le personnel impliqué dans les opérations militaires. De plus, l'inclusion d'efforts tels que ceux de la MINUSMA dans l'objet des recherches futures serait certainement constructive.

Cependant malgré les limites mentionnées ci-dessus, ce travail a pu construire une étude de l'évolution des opérations militaires françaises et mettre en avant des aspects précieux qui ont motivé ces évolutions.

Conclusion

Depuis que la rébellion touareg s'est transformée en guerre djihadiste au Mali en 2012, le pays est en proie au chaos. Répondant à une demande à l'aide du gouvernement malien, la France a lancé l'Opération Serval en 2013. Après un succès initial, l'opération n'a pas pu mettre fin à la dernière menace terroriste et a laissé l'Opération Barkhane prendre le relais mi-2014. Huit années de Barkhane n'ont cependant pas permis de stabiliser le pays. Le président Macron a annoncé en juin 2021 la fin de Barkhane et la réorientation de la présence française au Sahel vers la Task Force Takuba.

Le changement de l'engagement français suscite la pertinence d'une recherche sur l'évolution des opérations de la France dans la région. Ainsi ce mémoire vise-t-il à répondre à la question de recherche suivante : « Comment la stratégie française de contre-terrorisme au Mali a-t-elle évolué de la première Opération Serval à l'Opération Barkhane et enfin à la Task Force Takuba ? »

Pour ce faire, le premier chapitre de ce travail présente un cadre théorique construit autour de la théorie du contre-terrorisme et de l'approche de Carl von Clausewitz sur la stratégie, établie des fins, des méthodes et des moyens. Ce chapitre contient également la description du contexte situationnel des groupes armés terroristes au Mali. Ensuite, le deuxième chapitre est centré sur l'analyse des stratégies de l'Opération Serval, de l'Opération Barkhane et de la Task Force Takuba en les décomposant en fins, méthodes et moyens. Le dernier chapitre a examiné les résultats obtenus dans le deuxième chapitre et les a mis en relation avec la théorie et les concepts du premier chapitre afin de tester l'hypothèse avancée dans ce travail et de répondre à la question de recherche. Les données recueillies pour le premier chapitre sont principalement constituées de monographies et d'articles scientifiques tandis que la deuxième partie du travail se fonde essentiellement sur des rapports officiels, des déclarations et des discours du gouvernement français et du ministère des Armées. Pour ce travail, quatre entretiens ont également été réalisés afin de compléter les sources principalement françaises et de donner un aperçu de ce qui se passe réellement sur le terrain par rapport au discours officiel. Chacune des personnes interrogées s'est rendue au Sahel durant la période abordée dans ce travail, de 2013 à aujourd'hui.

Les résultats de ce travail ont permis de répondre à la question de recherche : la stratégie de lutte contre les menaces terroristes n'a que très peu évolué depuis le début de l'Opération Serval en janvier 2013. L'hypothèse¹⁸⁷ émise au début de ce travail s'est donc révélée erronée. Le cadre qui définit la stratégie française est resté constant au cours des trois différentes opérations. Il est basé sur le contre-terrorisme pur et sur une approche proactive et dure s'inscrivant dans le Modèle de Guerre. Les trois opérations ont placé la dimension sécuritaire au-dessus des efforts dans le spectre politique et dans la dimension du développement. Même l'Opération Barkhane, qui se présente comme une approche globale, ne s'est engagée que de manière limitée dans les autres domaines.

Néanmoins certaines évolutions ont eu lieu. L'évolution la plus intéressante a été constatée dans la dimension des moyens. L'implication des nations étrangères aux côtés de la France a connu une augmentation notable au cours des opérations en cours. Bien que les partenaires internationaux aient toujours été impliqués dans le développement de la paix et de l'assistance militaire au Sahel, l'effort a évolué d'une affaire française à un effort partagé entre de nombreuses nations européennes avec la Task Force Takuba. En outre, le passage d'un grand dispositif de forces régulières à un nombre limité de forces spéciales afin de créer une empreinte plus légère dans la région est pareillement marquant.

Ce travail a également fait des observations sur les causes de ces évolutions. Serval a évolué en Barkhane car elle avait réussi à atteindre la plupart de ses objectifs. Barkhane a repris la tâche d'éradiquer la dernière menace terroriste dans la région mais s'est étendue géographiquement car les terroristes s'étaient dispersés et s'est étendue dans le temps afin de continuer à faire pression sur les groupes armés terroristes et de former les militaires du G5 Sahel. À l'inverse, l'évolution de Barkhane vers la Task Force Takuba n'a pas eu lieu parce que Barkhane avait atteint ses objectifs mais parce qu'elle n'y est pas parvenue et a perdu sa crédibilité. Ce travail a identifié deux raisons pour cet échec. Premièrement, comme l'ensemble de l'engagement français dans la région, Barkhane ignore l'importance des efforts

¹⁸⁷ « Si la stratégie française au Mali a évolué tout au long des opérations Serval et Barkhane jusqu'à la Task Force Takuba, elle a évolué d'une stratégie de contre-terrorisme étroite et principalement militaire vers une approche globale ».

dans les dimensions politiques et de développement. Deuxièmement, les moyens n'étaient pas suffisamment adaptés aux fins et méthodes ambitieuses.

Bien que ce travail a été confronté à des limites relatives aux sources disponibles et sa portée limitée, il contribue à la littérature par sa conclusion selon laquelle le cœur de la stratégie française au Mali est resté constant : des opérations de contre-terrorisme pur avec une approche dure et un accent significatif sur le domaine sécuritaire par rapport à la dimension politique et de développement.

Bibliographie

Articles scientifiques

- Bagayoko, Niagalé. "Les Instruments Internationaux de Gestion Des Conflits Au Défi de La Crise Sahélienne." *Revue Défense Nationale* N° 841, no. 6 (2021): 87–94.
<https://doi.org/10.3917/rdna.841.0087>.
- Betts, Richard K. "Is Strategy an Illusion?" *International Security* 25, no. 2 (October 1, 2000): 5–50.
<https://doi.org/10.1162/016228800560444>.
- Boeke, Sergei. "Transitioning from Military Interventions to Long-Term Counter-Terrorism Policy: The Case of Mali (2013–2016)." *Terrorism and Counter-Terrorism Studies*, 2016.
<https://doi.org/10.19165/2016.1.09>.
- Boeke, Sergei, and Bart Schuurman. "Operation 'Serval': A Strategic Analysis of the French Intervention in Mali, 2013–2014." *Journal of Strategic Studies* 38, no. 6 (2015): 801–25.
<https://doi.org/10.1080/01402390.2015.1045494>.
- Byman, Daniel L. "Friends like These: Counterinsurgency and the War on Terrorism." *International Security* 31, no. 2 (November 11, 2006): 79–115. <http://www.jstor.org/stable/4137517>.
- Chafer, Tony. "France in Mali: Towards a New Africa Strategy?" *International Journal of Francophone Studies* 19, no. 2 (2016): 119–41. https://doi.org/10.1386/ijfs.19.2.119_1.
- Charbonneau, Bruno. "Counter-Insurgency Governance in the Sahel." *International Affairs* 97, no. 6 (November 1, 2021): 1805–23. <https://doi.org/10.1093/ia/iab182>.
- . "Intervention in Mali: Building Peace between Peacekeeping and Counterterrorism." *Journal of Contemporary African Studies* 35, no. 4 (2017): 415–31.
<https://doi.org/10.1080/02589001.2017.1363383>.
- Crelinsten, Ronald D, and Alex P Schmid. "Western Responses to Terrorism: A Twenty-five Year Balance Sheet." *Terrorism and Political Violence* 4, no. 4 (December 1, 1992): 307–40.
<https://doi.org/10.1080/09546559208427189>.
- Cronin, Audrey Kurth. "Behind the Curve: Globalization and International Terrorism." *International Security* 27, no. 3 (2002): 30–58. <https://doi.org/10.1038/scientificamerican0295-99>.
- Edyar, Busman. "Religious Radicalism , Jihad, And Terrorism." *Academic Journal of Islamic Studies* 2, no. 1 (2017). <https://doi.org/10.29240/ajis.v2i1.165>.
- Enders, Walter, and Todd Sandler. *The Political Economy of Terrorism*. Cambridge: Cambridge University Press, 2005. <https://doi.org/10.1017/CBO9780511754432>.
- Gaibullov, Khusrav, and Todd Sandler. "An Empirical Analysis of Alternative Ways That Terrorist Groups End." *Public Choice* 160, no. 1 (2014): 25–44. <https://doi.org/10.1007/s11127-013-0136-0>.
- Griffin, Christopher. "Operation Barkhane and Boko Haram: French Counterterrorism and Military Cooperation in the Sahel." *Small Wars and Insurgencies* 27, no. 5 (2016): 896–913.
<https://doi.org/10.1080/09592318.2016.1208283>.
- Jackson, Richard. "In Defence of 'Terrorism': Finding a Way through a Forest of Misconceptions." *Behavioral Sciences of Terrorism and Political Aggression* 3, no. 2 (2011): 116–30.
<https://doi.org/10.1080/19434472.2010.512148>.
- Kaiser, Joshua, and John Hagan. "Crimes of Terror, Counterterrorism, and the Unanticipated Consequences of a Militarized Incapacitation Strategy in Iraq." *Social Forces* 97, no. 1 (September 1, 2018): 309–46. <https://doi.org/10.1093/sf/soy059>.
- Kornberger, Martin, and Eero Vaara. "Strategy as Engagement: What Organization Strategy Can Learn from Military Strategy." *Long Range Planning*, 2021, 102–25.
<https://doi.org/10.1016/j.lrp.2021.102125>.
- Kruglanski, W., Martha Crenshaw, Jerrold M. Post, and Jeff Victoroff. "What Should This Fight Be Called?: Metaphors of Counterterrorism and Their Implications." *Psychological Science in the Public Interest, Supplement* 8, no. 3 (2007): 97–133. <https://doi.org/10.1111/j.1539-6053.2008.00035.x>.

- Leede, Seran de. "Women in Jihad: A Historical Perspective." *Terrorism and Counter-Terrorism Studies*, no. December (2018). <https://doi.org/10.19165/2018.2.06>.
- Linstone, Harold A. "The 21st Century: Everyman as Faust - Technology, Terrorism, and the Multiple Perspective Approach." *Technological Forecasting and Social Change* 70, no. 3 (2003): 283–96. [https://doi.org/https://doi.org/10.1016/S0040-1625\(02\)00395-5](https://doi.org/https://doi.org/10.1016/S0040-1625(02)00395-5).
- Meiser, Jeffrey W, Temmo Cramer, and Ryan Turner-Brady. "What Good Is Military Strategy? An Analysis of Strategy and Effectiveness in the First Arab-Israeli War." *Scandinavian Journal of Military Studies* 4, no. 1 (2021): 34–49. <https://doi.org/http://doi.org/10.31374/sjms.65>.
- Omenma, J. T., and C. M. Hendricks. "Counterterrorism in Africa: An Analysis of the Civilian Joint Task Force and Military Partnership in Nigeria." *Security Journal* 31, no. 3 (2018): 764–94. <https://doi.org/10.1057/s41284-018-0131-8>.
- Privat, Marc-Emmanuel. "Bâtir En Opération Extérieure : Un État Des Lieux Du Stationnement de l'opération Barkhane." *Revue Défense Nationale* 840, no. 5 (2021): 59–63. <https://doi.org/10.3917/rdna.840.0059>.
- Raleigh, Clionadh, Heni Nsaibia, and Caitriona Dowd. "The Sahel Crisis since 2012." *African Affairs* 120, no. August (2020): 123–43. <https://doi.org/10.1093/afraf/adaa022>.
- Sandler, Todd. "Terrorism and Counterterrorism: An Overview." *Oxford Economic Papers* 67, no. 1 (2015): 1–20. <https://doi.org/10.1093/oep/gpu039>.
- Satana, Nil S., and Tijen Demirel-Pegg. "Military Counterterrorism Measures, Civil–Military Relations, and Democracy: The Cases of Turkey and the United States." *Studies in Conflict and Terrorism* 43, no. 9 (2020): 815–36. <https://doi.org/10.1080/1057610X.2018.1499696>.
- Shurkin, Michael. "France's War in the Sahel and the Evolution of Counter-Insurgency Doctrine." *Texas National Security Review* 14 (2020): 1. <http://dx.doi.org/10.26153/tsw/11707>
- Signe, Marie Cold Ravnkilde, and Nissen Christine. "Schizophrenic Agendas in the EU's External Actions in Mali." *International Affairs* 96, no. 4 (2020): 935–53. <https://doi.org/10.1093/ia/iaaa053>.
- Solomon, Hussein. "Mali : West Africa ' s Afghanistan." *RUSI Journal* 158, no. 1 (2013): 12–19. <https://doi.org/10.1080/03071847.2013.774635>.
- Tankel, Stephen. "US Counterterrorism in the Sahel: From Indirect to Direct Intervention." *International Affairs* 96, no. 4 (July 1, 2020): 875–93. <https://doi.org/10.1093/ia/iaaa089>.
- Ugwueze, Michael I., and Freedom C. Onuoha. "Hard Versus Soft Measures to Security: Explaining the Failure of Counter-Terrorism Strategy in Nigeria." *Journal of Applied Security Research* 15, no. 4 (2020): 547–67. <https://doi.org/10.1080/19361610.2020.1811936>.

Articles non-scientifiques

- Camilleri de Castenado, Iñigo. "Task Force Takuba: European Special Forces In The Sahel." Grey Dynamics, 2021. <https://www.greydynamics.com/task-force-takuba-special-forces-in-the-sahel/>.
- Colombo, Roberto. "Choosing the Right Strategy: (Counter)Insurgency and (Counter)Terrorism as Competing Paradigms," 2019. <https://thesecuritydistillery.org/all-articles/choosing-the-right-strategy-counterinsurgency-and-counterterrorism-as-competing-paradigms>.
- Comte Palassoe, Florent. "Counter-Terrorism in the Sahel: Can Task Force Takuba Be a Game Changer for France." *Global Risk Insight* 01 (2021). <https://globalriskinsights.com/2021/01/counter-terrorism-in-the-sahel-can-task-force-takuba-be-a-game-changer-for-france/>.
- Crelinsten, Ronald. "Perspectives on Counterterrorism." *Perspectives on Terrorism* 8, no. 1 (November 11, 2014): 2–15.
- Crenshaw, Martha. "The Causes of Terrorism." *Comparative Politics* 13, no. 4 (1981): 379–99.
- Dudouet, Véronique. "Mediating Peace with Proscribed Armed Groups." *United States Institute of Peace Special Report Special Re* (2010).
- Falode, Adewunmi J. "Hybrid Doctrine : The Grand Strategy for Counterinsurgency and Counterterrorism Operations in Nigeria." *Defence against Terrorism Reveiw* 11 (2019): 7–31.

- Fougères, Mahaut de. "French Military in the Sahel: An Unwinnable (Dis)Engagement?" *Institut Montaigne*. Paris, June 2021.
- Gobbo, Beatrice. "The End of the Operation Barkhane, New Perspectives on the Territory." *Finabel European Army Interoperability Centre*. June 29, 2021. <https://finabel.org/the-end-of-the-operation-barkhane-new-perspectives-on-the-territory/>.
- Lebovich, Andrew. "After Barkhane: What France's Military Drawdown Means for the Sahel." *European Council on Foreign Relations*, July 2, 2021. <https://ecfr.eu/article/after-barkhane-what-frances-military-drawdown-means-for-the-sahel/>.
- Leymarie, Philippe. "L'armée Française Doit-Elle Quitter Le Sahel ?" *Le Monde Diplomatique*, 2021. <https://www.monde-diplomatique.fr/2021/02/LEYMARIE/62770>.
- Lindahl, Sondre. "The Theory and Practice of Emancipatory Counterterrorism." University of Otago, 2017. <https://ourarchive.otago.ac.nz/bitstream/handle/10523/7353/LindahlSondre2017PhD.pdf?sequence=1&isAllowed=y>.
- Moore, Scott R. "The Basics of Counterinsurgency." *Small Wars Journal*, 2007, 1–24.
- Omelicheva, Mariya Y. "Counterterrorism : The State of Scholarship , Directions for Future Data Collection and Analysis." *Perspectives on Terrorism* 1, no. 2 (2007): 3–8.
- "Opération Serval: Le Retour de La Manœuvre Aéroterrestre Dans La Profondeur." In *Reflexions Tactiques*. Paris: Armée de terre, Centre de doctrine d'emploi des forces, 2014.
- Rosso, Romain. "Mali: Comment Paris Conduit La Guerre." *Express*, January 31, 2013. https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/mali-comment-paris-conduit-la-guerre_1215453.html.
- Roux, Pauline Le. "Responding to the Rise in Violent Extremism in the Sahel," 2019.
- Schmauder, Anna, Zoë Gorman, and Flore Berger. "Takuba: A New Coalition for the Sahel?" *Clingendael Spectator*. June 30, 2020. <https://spectator.clingendael.org/nl/publicatie/takuba-new-coalition-sahel>.
- Stares, Paul, and Monica Yacoubian. "Terrorism as Virus." *Washington Post*. 2005.

Monographies et chapitres des monographies

- Buzan, Barry, Ole Waever, and Jaap De Wilde. *Security: A New Framework for Analysis*. Boulder: Lynne Rienner, 1998.
- Clausewitz, Carl von, Michael Howard, Peter Paret, and Bernard Brodie. *On War*. Princeton, N.J.: Princeton University Press, 1984.
- Esposito, John L. *Unholy War: Terror in the Name of Islam*. Oxford: Oxford University Press, 2002.
- Goede, Marieke de. *Speculative Security: The Politics of Pursuing Terrorist Monies*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 2012.
- Gray, Colin S. *The Future of Strategy*. Cambridge: Polity Press, 2015.
- Juergensmeyer, Mark. *Terror in the Mind of God: The Global Rise of Religious Violence*. 3rd ed. Berkeley: University of California Press, 2003.
- Khalili, Laleh. "Counterterrorism and Counterinsurgency in the Neoliberal Age." In *The Oxford Handbook of Contemporary Middle Eastern and North African History*, edited by Jens Ghazal, Amal; Hanssen. Oxford: Oxford University Press, 2015.
- Kilcullen, David. *Counterinsurgency*. Oxford University Press, 2010.
- Lounnas, Djallil. "Jihadist Groups in North Africa and the Sahel : Between Disintegration, Reconfiguration and Resilience," 2018.
- Rapoport, David C. "The Four Waves of Modern Terrorism." In *Attacking Terrorism: Elements of a Grand Strategy*, 46–73. Washington: Georgetown University Press, 2004.
- Shurkin, Michael. "France's War in Mali: Lessons for an Expeditionary Army." *The RAND Corporation*, 2014.
- Silke, Andrew. "The Study of Terrorism and Counterterrorism." In *The Routledge Handbook of Terrorism and Counterterrorism*, edited by Andrew Silke, 1–10. Oxon: Routledge, 2018.
- Walzer, Michael. *Arguing About War*. New Haven and London: Yale University Press, 2004.

Dossiers de presse, rapports officiels, déclarations publiques

- Assemblée Nationale. "Compte Rendu 12, Commission Des Affaires Étrangères, 6 Novembre 2019," 2019.
- . "Rapport d'Information Sur l'Opération Barkhane." Paris, 2021.
- . "Rapport d'Information Sur l'Operation Serva Au Mali." Paris, 2013.
- Ayrault, Jean-Marc. "Déclaration de M. Jean-Marc Ayrault, Premier Ministre, Sur l'intervention Militaire de La France Au Mali, 29 Janvier." Paris, 2013. <https://www.vie-publique.fr/discours/187067-declaration-de-m-jean-marc-ayrault-premier-ministre-sur-l'intervention>.
- Beaune, Clément. "Extraits d'un Entretien de M. Clément Beaune, Secrétaire d'Etat Aux Affaires Européennes, Avec RTL Le 28 Septembre 2021, Sur l'Europe de La Défense, La Réduction Des Visas Depuis Le Maghreb et Les Pêcheurs Français Confrontés Au Brexit," 2021.
- Drian, Jean-Yves Le. "Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, Ministre de La Défense, Sur l'intervention Militaire Française Au Mali, 30 Janvier," 2013. <https://www.vie-publique.fr/discours/187070-declaration-de-m-jean-yves-le-drian-ministre-de-la-defense-sur-l'intervention>.
- . "Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, Ministre de La Défense, Sur l'opération Barkhane Dans La Zone Sahélienne et Sur La Politique de Défense de La France, à N'Djamena Le 31 Décembre 2014." N'Djamena: Ministère des Armées, 2014. <https://www.vie-publique.fr/discours/193461-declaration-de-m-jean-yves-le-drian-ministre-de-la-defense-sur-l-operation-barkhane>.
- . "Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, Ministre de La Défense, Sur La Lutte Contre Le Terrorisme Au Sahel, à Gao Le 22 Juin 2015." Gao: Ministère des Armées, 2015. <https://www.vie-publique.fr/discours/195288-declaration-de-m-jean-yves-le-drian-ministre-de-la-defense-sur-la-lutte-contre-le-terrorisme-au-sahel>.
- . "Déclaration de M. Jean-Yves Le Drian, Ministre de La Défense, Sur Les Interventions Militaires Au Mali et En Somalie, 12 Janvier." January 12, 2013. <https://www.vie-publique.fr/discours/186787-declaration-de-m-jean-yves-le-drian-ministre-de-la-defense-sur-les-interventions-militaires-au-mali-et-en-somalie>.
- Gros-Verheyde, Nicolas. "Dans Les Couloirs de La Task Force Takuba (Lt-Col. François)." Bruxelles 2, 2021. <https://www.bruxelles2.eu/2021/07/les-takuba-a-loeuvre-lt-col-francois/>.
- "Joint Press Statement - Task Force Takuba: Second Ministerial Meeting, April 7, 2021," 2021.
- Macron, Emmanuel. "Déclaration de M. Emmanuel Macron, Président de La République, Sur Le Rôle Des Militaires Français Dans La Lutte Contre Le Terrorisme Au Mali, à Gao Le 19 Mai 2017." Gao: Ministère des Armées, 2017. <https://www.vie-publique.fr/discours/202860-declaration-de-m-emmanuel-macron-president-de-la-republique-sur-le-role-des-militaires-francais-dans-la-lutte-contre-le-terrorisme-au-mali>.
- "Mali : Le Colonel Michel Goya Décrypte La Stratégie de La France." TV5MONDE, January 15, 2013. <https://www.youtube.com/watch?v=haqGmY2S2Wc>.
- Merchet, Jean-Dominique. "Général Barrera : « Mes Ordres Étaient Clairs : Détruisez Les Djihadistes ! » - l'Opinion." Opinion, July 11, 2013. <https://www.l'opinion.fr/international/general-barrera-mes-ordres-etaient-clairs-detruisez-les-djihadistes>.
- Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères. "G5 Sahel – Pau Summit – Statement by the Heads of State (13 Jan. 2020)," 2020. <https://www.diplomatie.gouv.fr/en/french-foreign-policy/security-disarmament-and-non-proliferation/news/2020/article/g5-sahel-pau-summit-statement-by-the-heads-of-state-13-jan-2020>.
- Ministère des Affaires Étrangères. "Conférence de Presse Du Ministre Des Affaires Étrangères, Laurent Fabius, 14 Janvier." Paris, 2013. <https://reliefweb.int/report/mali/conférence-de-presse-de-laurent-fabius-paris-14-janvier-2013>.
- Ministère des Armées. "BARKHANE : Entretien Avec Le Commandant de La Task Force TAKUBA," 2021. <https://www.defense.gouv.fr/espanol/operations/afrique/bande-sahelo-saharienne/operation-barkhane/breves/barkhane-entretien-avec-le-commandant-de-la-task-force-takuba>.

- . “BARKHANE: Official Launch of Task Force TAKUBA,” 2020.
<https://www.defense.gouv.fr/espanol/operations/afrique/bande-sahelo-saharienne/operation-barkhane/breves/barkhane-lancement-officiel-de-la-task-force-takuba>.
- . “Communiqué Task Force Takuba : Réunion Ministérielle de Lancement,” 2020.
https://www.defense.gouv.fr/english/salle-de-presse/communiques/communiqu%C3%A9_task-force-takuba-reunion-ministerielle-de-lancement.
- . “Dossier de Presse – Opération Barkhane.” Paris, 2016.
- . “Dossier de Presse – Opération Barkhane.” Paris, 2021.
- . “Lancement de l’opération Barkhane,” 2014.
<https://www.defense.gouv.fr/english/operations/actualites2/lancement-de-l-operation-barkhane>.
- . “Opération Barkhane,” 2021. <https://www.defense.gouv.fr/operations/afrique/bande-sahelo-saharienne/operation-barkhane/dossier-de-reference/operation-barkhane>.
- . “Pleine Capacité Opérationnelle de La Force Takuba,” 2021. Pleine capacité opérationnelle de la force Takuba%0A.
- Ministère de la défense. “Opération Serval: Point de Situation Du 28 Janvier 2013,” January 28, 2013.
<https://www.defense.gouv.fr/actualites/operations/operation-serval-point-de-situation-du-28-janvier-2013>.
- Parly, Florence. “Interview de Mme Florence Parly, Ministre Des Armées, à France Info Le 11 Juin 2021, Sur l’opération Barkhane et La Lutte Contre Le Terrorisme Au Sahel.” Paris: Ministère des Armées, 2021. <https://www.vie-publique.fr/discours/280411-florence-parly-11062021-operation-barkhane>.

Sites web

- “EUTM Mali,” 2021. <https://eutmmali.eu/>.
- Forces Operations Blog. “Takuba Archives,” 2021. <https://www.forcesoperations.com/tag/takuba/>.
- Office of the Director of National Intelligence. “Five Eyes Intelligence Oversight and Review Council (FIORC),” 2020. <https://www.dni.gov/index.php/ncsc-how-we-work/217-about/organization/icig-pages/2660-icig-fiorc>.
- United Nations. “UN Global Counter-Terrorism Strategy,” 2021.
<https://www.un.org/counterterrorism/un-global-counter-terrorism-strategy>.

Interviews

- Interview d’un fonctionnaire du Programme des Nations unies pour le développement qui a travaillé au Mali entre 2010 et 2013, 5 novembre, 2021.
- Interview d’un chercheur spécialisé dans le Sahel et appartenant à un groupe de réflexion distingué, 12 décembre 2021.
- Interview d’un pilote belge qui a participé à l’Opération Serval, 24 décembre 2021.
- Interview d’un professeur invité au Collège de Défense du G5 Sahel, 12 décembre 2021.

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication

École des sciences politiques et sociales (PSAD)

Place Montesquieu, 1 bte L2.08.05, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique | www.uclouvain.be/psad